

ALGÉRIE-SOMALIE

Signature de plusieurs accords de partenariat

L'Algérie et la Somalie renforcent leur coopération avec la signature d'importants accords de coopération dans divers domaines. En effet, c'est lors d'une cérémonie coprésidé, hier au siège de la Présidence de la République, par président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, avec le président de la République fédérale de Somalie, M. Hassan Sheikh Mohamud, qu'il a été procédé à la signature d'un mémorandum d'entente dans le domaine de l'enseignement supérieur, ainsi que d'un programme exécutif entre les deux ministères pour les années 2026, 2027, 2028 et 2029. P 3



RELANCE DES ENTREPRISES ET DES PROJETS RÉCUPÉRÉS

Une valeur ajoutée au tissu industriel

Le ministre de l'Industrie, Yahia Bachir, a indiqué, mardi depuis la wilaya d'Adrar, que la relance des entreprises et des projets récupérés, permettra de consolider la dynamique économique et la complémentarité du tissu économique, sur les plans local, régional et national.

P 2

PROMOTION DE L'INVESTISSEMENT EN ALGÉRIE

Un important programme de jumelage avec l'Allemagne lancé

Sous le signe de la modernisation et de l'ouverture, l'Algérie vient d'inaugurer une nouvelle phase de son parcours économique. L'Agence Algérienne de Promotion de l'Investissement (AAPI) a officiellement lancé, à la SAFEX, un programme de jumelage institutionnel avec le ministère fédéral allemand de l'Économie et de l'Énergie (BMWE). Un partenariat stratégique soutenu par l'Union européenne, qui ambitionne de renforcer la compétitivité et l'attractivité de l'économie algérienne.

P 3

UN FONDS D'INVESTISSEMENT LANCÉ PAR LE MINISTÈRE

Faire de l'université un acteur de la croissance

L'université algérienne s'engage dans une nouvelle ère avec la création du fonds d'investissement universitaire, une initiative qui vise à faire de l'institution académique un véritable moteur de la croissance économique nationale. Ce dispositif, lancé par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique le 30 octobre dernier, s'inscrit dans la stratégie de diversification de l'économie et de valorisation du savoir.

P 5

LANCEMENT D'UN COLLOQUE
INTERNATIONAL À BECHAR

**La protection des données
personnelles au cœur des
défis numériques** P 2

FORUM D'AFFAIRES ALGÉRO-RUSSE

**Un nouvel élan pour le
partenariat stratégique** P 3

ANADE- TOURISME ET ARTISANAT

**Signature d'une convention
de coopération** P 5

EXAMEN DES RAPPORTS
DES MISSIONS
D'INSPECTION MENÉES
DANS PLUSIEURS
WILAYAS

Le ministre de
l'Intérieur
préside une
réunion

Par R E.

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, a présidé une réunion de travail consacrée à l'examen des rapports des missions d'inspection inopinées menées dans plusieurs wilayas, dans le cadre du suivi de la gestion des affaires locales, indique lundi un communiqué du ministère. M. Sayoud s'est réuni avec l'inspecteur général du ministère et les inspecteurs centraux, en présence des cadres centraux, afin d'"examiner en détail les rapports des missions d'inspection inopinées menées, le mois dernier, dans plusieurs wilayas du pays", précise la même source. Au cours de la réunion, "les rapports des opérations d'inspection menées dans chaque wilaya ont été présentés, étayés de données statistiques et de supports visuels, détaillant les lacunes et les dysfonctionnements constatés et les recommandations formulées pour y remédier". Ces inspections ont porté sur "les conditions de scolarisation, l'hygiène publique, l'aménagement urbain, les services publics, notamment le fonctionnement des services de l'état civil et des structures de santé de proximité, ainsi que les mesures préventives contre les risques d'intempéries", ajoute le communiqué. Après avoir pris connaissance du contenu des rapports, M. Sayoud a donné des instructions visant à "renforcer la présence sur le terrain au niveau local, à travers l'intensification et la généralisation des inspections dans toutes les wilayas du pays et couvrant tous les aspects de la gestion locale, et ce, de manière continue, loin des visites ponctuelles", insistant sur la nécessité de "définir clairement les responsabilités et les manquements dans les rapports établis".

RELANCE DES ENTREPRISES ET DES PROJETS RÉCUPÉRÉS

Une valeur ajoutée au tissu industriel

Le ministre de l'Industrie, Yahia Bachir, a indiqué, mardi depuis la wilaya d'Adrar, que la relance des entreprises et des projets récupérés, permettra de consolider la dynamique économique et la complémentarité du tissu économique, sur les plans local, régional et national.

Par Selma R

S'exprimant lors de la deuxième et dernière journée de sa visite de travail dans cette wilaya, le ministre a constaté, lors de l'inspection d'investissements publics et privés, un niveau «avancé» des investissements et une qualité «acceptable» de production, représentant une «valeur ajoutée» au tissu industriel local. Il a souligné, à cet égard, que l'appui à l'investissement privé reste une priorité du secteur de l'Industrie, réaffirmant l'engagement de ses services à accompagner les entreprises «sérieuses», à améliorer le climat des affaires et à réunir les conditions nécessaires à la hausse du niveau de production et la promotion de la valeur ajoutée locale. Le ministre Bachir a également mis en avant les potentialités recelées par la wilaya d'Adrar l'habilitant à se constituer en pôle industriel équilibré, avec la relance des projets récupérés et leur réhabilitation, à la faveur de la dynamique que connaît la région dans le domaine de l'investissement privé. Il a ajouté, dans ce même contexte, que les efforts seront poursuivis, avec le concours des autorités locales, pour concrétiser une «efficience» de ces projets et le renforcement de leur contribution à la génération de richesses et d'emplois, selon un mode de gestion basé sur «la bonne gouvernance, la via-

bilité économique et la valorisation des ressources locales».

Au terme de sa visite de travail, le ministre de l'Industrie a visité deux entreprises privées spécialisées dans les constructions métalliques et la production de lait subventionné. Il s'agit en effet de l'entreprise Dayfel spécialisée dans la fabrication de structures et d'équipements urbains dans la zone industrielle d'Adrar et l'entreprise «Adrar lait». Au cours de la visite, le ministre a pris connaissance des différentes étapes de production ainsi que des méthodes d'organisation technique et administrative de l'entreprise, saluant le niveau d'équipement et le professionnalisme de la gestion. Il a également encouragé l'élargissement des activités industrielles et la diversification des produits afin de répondre aux besoins du marché local et régional, dans le cadre de la politique de soutien et d'encouragement de l'investissement privé, conformément aux directives du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Cela inclut l'ouverture de nouveaux ateliers pour exploiter les capacités actuelles de l'entreprise et réfléchir à son renforcement avec de nouveaux équipements, en alignement avec les efforts de l'État pour soutenir l'industrie dans le sud du pays. La visite a également porté sur le projet «Adrar Lait », une unité de production ali-

mentaire privée spécialisée dans la fabrication de lait entier, de lait écrémé en poudre, avec une capacité de production quotidienne de 45 000 litres, pouvant atteindre 80 000 litres. Cette unité est considérée comme un projet à impact économique direct, couvrant la plupart des communes de la Wilaya et des wilayas voisines grâce à un réseau de distribution comportant environ 60 distributeurs directs et indirects. Lors de la visite, le ministre a écouté une présentation technique sur les capacités de l'entreprise et ses plans de développement, ainsi que sur les défis rencontrés dans les domaines de l'approvisionnement et de la distribution. Il a encouragé les efforts continus pour améliorer la performance de production, garantir la qualité et étendre la chaîne de distribution.

Il est à rappeler que le ministre avait, lundi, inspecté les travaux de lancement de la deuxième ligne de production de la cimenterie de Timegtène (Est d'Adrar), relevant du Groupe industriel des ciments d'Algérie (Gica). Sur site, le ministre a écouté un exposé sur les différentes étapes ayant marqué le processus de relance des activités de cette unité industrielle transférée au groupe Gica après avoir été récupérée en vertu d'un jugement de justice définitif, avec sa première ligne de production d'une capacité théorique d'un million de tonnes/an de ciment.

LANCEMENT D'UN COLLOQUE INTERNATIONAL À BECHAR

La protection des données personnelles au cœur des défis numériques

Par S R.

Le colloque international intitulé «La souveraineté Numérique de l'État» a été inauguré hier à l'Université Tahri Mohamed de Béchar, en présence de nombreuses personnalités et experts dans le domaine des technologies de l'information et de la communication. L'événement a été marqué par l'intervention de M. Samir Bourhil, Président de l'Autorité Nationale de Protection des Données à Caractère Personnel, qui a abordé les enjeux cruciaux liés à la souveraineté numérique et à la «protection des données personnelles» dans un monde de plus en plus connecté. Dans son discours d'ouverture, M. Bourhil a souligné que les avancées technologiques, notamment l'usage de l'intelligence artificielle et l'expansion des plateformes numériques, posent de nouveaux défis pour la souveraineté des États.

«Les États sont confrontés à un double enjeu : la protection de leurs données et la préservation de leur souveraineté sur leur espace numérique, désormais essentiel à la sécurité nationale», a-t-il expliqué. En particulier, l'internet et les technologies avancées ne connaissent pas de frontières physiques, ce qui complexifie la gestion de la cybersécurité et la lutte contre les cyberattaques.

M. Bourhil a également mis en avant l'importance de la législation algérienne en matière de protection des données personnelles, notamment la loi 18-07, qui régit le traitement des données à caractère personnel. Selon lui, cette loi représente une avancée significative pour protéger les citoyens algériens dans un monde de plus en plus numérisé, en imposant des mesures strictes pour garantir la confidentialité et la sécurité des données traitées. «Le contrôle de l'État sur son espace numé-

rique est une affirmation de sa souveraineté et un moyen de protéger la vie privée de ses citoyens», a-t-il précisé. Ce cadre juridique s'inscrit dans une dynamique plus large de transformation numérique lancée par le Président Abdelmadjid Tebboune, visant à développer une économie numérique inclusive tout en préservant la confidentialité des données.

Le colloque a également permis d'aborder les progrès réalisés par l'Algérie dans le domaine de la transformation numérique, en particulier dans le secteur public. M. Bourhil a rappelé les efforts continus de l'État pour promouvoir la digitalisation des services publics et l'inclusion numérique, dans le but de bâtir une économie numérique diversifiée. «Le développement numérique est au cœur des priorités de l'État algérien et doit se faire dans le respect des normes de protection des données personnelles», a-t-il conclu.

Quotidien economique

Les EnjeuxEco

Edité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

ALGÉRIE-SOMALIE

Signature de plusieurs accords de partenariat

L'Algérie et la Somalie renforcent leur coopération avec la signature d'importants accords de coopération dans divers domaines. En effet, c'est lors d'une cérémonie coprésidé, hier au siège de la Présidence de la République, par président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, avec le président de la République fédérale de Somalie, M. Hassan Sheikh Mohamud, qu'il a été procédé à la signature d'un mémorandum d'entente dans le domaine de l'enseignement supérieur, ainsi que d'un programme exécutif entre les deux ministères pour les années 2026, 2027, 2028 et 2029.

Par Sirine R.

Les Gouvernements algérien et somalien ont également signé un accord dans le domaine de l'agriculture et de la pêche et un accord dans le domaine de la santé animale. Un autre accord a été signé entre les Gouvernements des deux pays dans les domaines du pétrole, du gaz et de l'exploitation minière. Par la même occasion, les deux parties ont signé un accord portant exemption de visa pour les détenteurs de passeports diplomatiques. Dans une déclaration conjointe à la presse, à l'issue de ses entretiens avec son homologue somalien, le Président Tebboune a affirmé que «la visite officielle qu'effectue le président de la République fédérale de Somalie, M. Hassan Sheikh Mohamud, en Algérie, traduisait la volonté commune de renforcer la coopération bilatérale entre les deux pays». Après avoir souhaité la bienvenue à son homologue somalien et à la délégation qui l'accompagne, Tebboune a souligné que cette visite, «la deuxième du genre, traduit la volonté commune de renforcer notre coopération et d'échanger les vues sur les questions d'intérêt commun», précisant que les entretiens avaient porté sur les opportunités de coopération dans les domaines de l'énergie, de l'agriculture, de la pêche, de l'industrie pharmaceutique et de l'enseignement supérieur. A propos d'enseignement supérieur, le président de la République a déclaré : «nous avons franchi une étape nous permettant d'intensifier la coopéra-

tion», précisant que «l'Algérie accueillera 110 étudiants somaliens qui bénéficieront de la formation au titre de la saison 2026-2027». Et d'ajouter : « Nous allons étendre cette initiative en offrant d'autres bourses dans les domaines de la formation professionnelle, policière et en matière de défense».

Convergence de vues

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, s'est dit pleinement satisfait des résultats des entretiens qu'il a eus avec son homologue somalien, M. Hassan Sheikh Mohamud, soulignant la convergence de vues entre les deux pays quant au soutien au droit du peuple palestinien à l'établissement de son Etat indépendant avec El-Qods pour capitale. « Cette rencontre a permis de passer en revue et d'échanger sur plusieurs questions aux niveaux arabe et africain», a-t-il souligné. Evoquant la cause palestinienne, les deux présidents ont réaffirmé leur soutien au droit du peuple palestinien à «l'indépendance et à l'établissement de son Etat sur les frontières de 1967 avec El-Qods pour capitale». Les entretiens ont également porté sur la situation en Libye, l'accent ayant été mis sur «l'importance d'une solution politique libyenne inclusive, à travers des élections libres permettant l'avènement d'institutions légitimes et la préservation de l'unité de la Libye et de la souveraineté de son peuple frère sur son territoire, tout en mettant fin aux ingérences étrangères dans ses affaires intérieures», a indiqué le président de la République. Concernant le Soudan,

Tebboune a rappelé que «ce pays frère connaît une véritable tragédie humanitaire et souffre d'ingérences flagrantes visant à attiser la discorde». Pour sa part, le président de la République fédérale de Somalie a exprimé la volonté de son pays d'approfondir son partenariat stratégique avec l'Algérie et de travailler ensemble pour une Afrique unie, autonome et pacifique, fondée sur des intérêts communs et une vision partagée de développement et de prospérité. «Nos entretiens d'aujourd'hui ont été marqués par un esprit de fraternité, de compréhension mutuelle et par une volonté commune de renforcer les liens historiques entre nos deux peuples. Nous avons échangé nos vues sur la solidité des relations entre la Somalie et l'Algérie et réaffirmé notre engagement à bâtir un partenariat fondé sur le respect mutuel et l'intérêt commun», a souligné le Président Hassan Sheikh Mohamud. « Nous avons examiné les principaux domaines de coopération, notamment le commerce, l'investissement, l'éducation, la défense, la sécurité, l'agriculture et le développement des capacités humaines. Nous avons convenu d'œuvrer ensemble pour renforcer la stabilité régionale, promouvoir l'intégration économique et contribuer à la réalisation des objectifs de l'Agenda 2063 de l'Union africaine et de la Vision 2060 de la Somalie», a-t-il ajouté. Pour assurer la mise en œuvre de ces accords, « nous avons convenu de créer une Commission ministérielle conjointe chargée de suivre leur exécution et d'explorer de nouveaux horizons de coopération», a conclu le Président de la Somalie.

FORUM D'AFFAIRES ALGÉRO-RUSSE
Un nouvel élan pour le partenariat stratégique

Par Adem A.

L'Algérie et la Russie ont franchi hier une nouvelle étape dans le renforcement de leur partenariat stratégique avec l'ouverture à Alger du Forum d'affaires algéro-russe. Organisé à Alger par le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, en collaboration avec le Conseil d'affaires algéro-russe et l'ambassade de la Fédération de Russie en Algérie, cet événement économique majeur traduit la volonté des deux pays d'élargir leurs échanges et de consolider une coopération fondée sur la confiance, la complémentarité et l'investissement productif. Plusieurs entreprises russes, actives dans des secteurs variés tels que l'agriculture, la pharmacie, les technologies de l'information, la construction, les engrais et les services pour l'industrie pétrolière et gazière, participent au forum. Les rencontres B2B programmées avec les opérateurs algériens offrent l'opportunité d'explorer de nouvelles affaires, de conclure des partenariats concrets et d'identifier des niches de coopération à forte valeur ajoutée. Pour l'Algérie, cette rencontre représente une occasion stratégique d'attirer des investissements productifs et d'accélérer la diversification de son économie au-delà des hydrocarbures. « L'Algérie cherche à développer des projets porteurs qui créent de la valeur ajoutée locale et favorisent l'emploi », a expliqué Rabah Fassih, directeur au ministère des Affaires étrangères. Il a ajouté : « Le niveau actuel des échanges économiques reste faible par rapport au potentiel, il est donc crucial de travailler à un meilleur équilibre commercial et de faciliter l'accès des produits algériens au marché russe ». Du côté russe, la volonté de consolider la présence sur le marché maghrébin est forte. Mourad Gatine, adjoint au président de la République du Tatarstan, présent à Alger, a exprimé son enthousiasme : « La République du Tatarstan, riche de son potentiel industriel et technologique, souhaite intensifier les échanges avec les régions algériennes. Nous voyons ici de réelles opportunités dans l'industrie, l'éducation et la culture ». Il a également annoncé la création prochaine d'un Conseil d'affaires au sein du groupe «Russie et le monde islamique», destiné à promouvoir des projets bilatéraux allant de l'enseignement à la jeunesse, en passant par le tourisme et les investissements industriels. Cette initiative économique fait suite à la rencontre, le mois dernier, entre le président Abdelmadjid Tebboune et Alexeï Repik, président de l'organisation patronale russe Business Russia. Les deux parties avaient convenu de renforcer la coopération dans des secteurs industriels stratégiques, notamment la chimie, la mécanique, la sidérurgie et la transformation. Le président Tebboune avait alors souligné : « L'Algérie est ouverte aux partenariats productifs et au transfert de technologies. Notre objectif est d'ancrer une économie fondée sur la valeur ajoutée locale ».

PROMOTION DE L'INVESTISSEMENT EN ALGÉRIE

Un important programme de jumelage avec l'Allemagne lancé

Par Réda Hadi

Sous le signe de la modernisation et de l'ouverture, l'Algérie vient d'inaugurer une nouvelle phase de son parcours économique. L'Agence Algérienne de Promotion de l'Investissement (AAPI) a officiellement lancé, à la SAFEX, un programme de jumelage institutionnel avec le ministère fédéral allemand de l'Économie et de l'Énergie (BMWE). Un partenariat stratégique soutenu par l'Union européenne, qui ambitionne de renforcer la compétitivité et l'attractivité de l'économie algérienne. La cérémonie d'ouverture, marquée par la présence de M. Omar Rekache, Directeur général de l'AAPI, de S.E.M. Diego Mellado, Ambassadeur de l'Union européenne, et de Mme Anne-Sophie Legge, Cheffe de mission adjointe à l'Ambassade d'Allemagne, a donné le ton à ce projet qui s'inscrit dans une vision durable, tournée vers la modernité et l'efficacité

institutionnelle. Financé par l'Union européenne et d'une durée de huit mois, ce jumelage intitulé « Renforcement des capacités de l'Agence Algérienne de Promotion des Investissements » n'est pas un simple transfert de savoir-faire. Il s'agit d'un véritable partenariat d'expertise, qui met en relation l'expérience allemande en matière de promotion économique et les ambitions de l'Algérie pour transformer son environnement d'affaires. Dans un contexte mondial marqué par la concurrence entre les destinations d'investissement, l'AAPI entend se doter d'outils modernes et performants pour attirer des capitaux nationaux et étrangers. «Ce programme va nous permettre de franchir une étape décisive dans la professionnalisation de nos méthodes et dans la modernisation de notre approche de l'investisseur », a déclaré M. Omar Rekache, soulignant que la réussite de cette coopération reposera sur une vision partagée de l'efficacité et de la transparence. Le

programme s'articule autour de plusieurs axes prioritaires : la modernisation de la gouvernance, la numérisation des outils de gestion, et l'amélioration de la qualité de service destinée aux investisseurs. En pratique, l'AAPI bénéficiera d'un accompagnement technique approfondi pour renforcer ses capacités dans le ciblage, l'attraction et l'accompagnement des investisseurs, ainsi que dans la modernisation de ses outils de promotion et de communication, été le développement de stratégies proactives de prospection dans les secteurs à haute valeur ajoutée. De même que l'agence pourra automatiser la gestion et l'analyse des données économiques, et enfin, offrir un service sur mesure à chaque investisseur, depuis la phase de prospection jusqu'à la concrétisation du projet. L'ambition est claire, il s'agit de faire de l'AAPI une institution moderne, agile et connectée, capable de rivaliser avec les meilleures agences d'investissement du

pourtour méditerranéen. Aussi, l'Union européenne, qui soutient financièrement cette initiative, voit dans ce jumelage un levier concret pour accélérer la diversification économique de l'Algérie. L'ambassadeur de l'UE, M. Diego Mellado, a salué « la volonté des autorités algériennes de bâtir un environnement des affaires attractif, transparent et compétitif ». Pour lui, ce projet illustre la dynamique de coopération renouvelée entre Alger et Bruxelles : « L'Europe reste un partenaire stratégique de l'Algérie, non seulement sur le plan commercial, mais aussi institutionnel. En soutenant ce type de programmes, nous contribuons à créer des passerelles durables pour l'investissement productif et l'innovation ». De son côté, l'Allemagne, partenaire de mise en œuvre du jumelage, apporte une expertise reconnue en matière de gouvernance économique, de digitalisation et d'appui à la compétitivité industrielle.

INVESTISSEMENT

Le renforcement de la coopération entre l’Algérie et l’Egypte examiné

Le Directeur général de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), Omar Rekache, a reçu, lundi à Alger, l'ambassadeur de la République arabe d'Egypte, Abdellatif Ellayeh, avec lequel il a examiné les moyens de renforcer la coopération et le partenariat entre les deux pays dans le domaine de l'investissement, indique un communiqué de l'AAPI. Cette rencontre, tenue au siège de l'AAPI en présence de ses cadres, a permis aux deux parties d'examiner les possibilités de développement de la coopération bilatérale dans le domaine de l'investissement et d'évoquer les préparatifs en prévision de la tenue de rencontres d'affaires et de forums économiques conjoints visant à renforcer les partenariats entre les entreprises algériennes et égyptiennes, précise le communiqué. Au cours de la rencontre, les deux parties ont mis en avant "les grandes opportunités de coopération et de partenariat disponibles, grâce aux potentialités et aux atouts économiques dont disposent l'Algérie et l'Egypte dans divers secteurs", ajoute la même source. A cette occasion, l'ambassadeur égyptien a fait part de "l'intérêt croissant porté par les entreprises égyptiennes à l'investissement en Algérie", saluant "le climat des affaires attractif et les profondes réformes caractérisant l'environnement de l'investissement en Algérie". Pour sa part, M. Rekache a affirmé que l'AAPI "reste disposée à apporter aux investisseurs égyptiens le soutien et l'accompagnement nécessaires à la réalisation de leurs projets d'investissement en Algérie", conclut le communiqué.

MÉTAUX PRÉCIEUX

L’or augmente de 2%, au plus haut depuis 2 semaines

Les prix de l'or ont grimpé de 2 % lundi, atteignant leur plus haut niveau en deux semaines, soutenus par la faiblesse des données économiques américaines et un dollar plus faible qui ont renforcé les attentes d'une baisse des taux de la Réserve fédérale en décembre. L'or au comptant s'est établi à 4.078,45 dollars l'once, tandis que les contrats à terme américains pour livraison en décembre ont progressé de 1,9 % à 4.087,10 dollars. L'indice du dollar a reculé de 0,1 %, rendant le métal plus attractif pour les acheteurs étrangers. "Les inquiétudes concernant l'économie américaine et l'évolution du dollar soutiennent le métal précieux", notent des analystes du marché aurifère. Les tensions commerciales et géopolitiques ont également stimulé la demande de valeurs refuges. Ailleurs sur les marchés des métaux précieux, l'argent au comptant a gagné 3,1 % à 49,79 dollars l'once, le platine 1,6 % à 1 570,15 dollars et le palladium 1,4 % à 1 399,93 dollars.

PROJETS D'INFRASTRUCTURES DE BASE

Le ministre des Travaux publics préside une réunion d’évaluation



Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a présidé lundi à Alger, une réunion des cadres du secteur, consacrée au suivi et à l'évaluation de l'état d'avancement des projets d'infrastructures de base en cours de réalisation à travers le pays, indique un communiqué du ministère. A cette occasion, des exposés exhaustifs ont été présentés sur les grands projets en cours de réalisation, dont l'extension du port d'Annaba comprenant la réalisation du quai minier dans le cadre du projet du phosphate intégré de la ligne minière Est, reliant Annaba et Bled El Hadba, dans la wilaya de Tébessa sur une distance de 422 km. La rencontre s'est déroulée en présence des cadres du ministère et des directeurs généraux de l'Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF), de l'Agence nationale de réalisation des infrastructures portuaires, de la société d'exploitation

du Métro El Djazaïr (SEMA), et du représentant de l'Algérienne des Autoroutes. La réunion a abordé le projet de la ligne minière Ouest reliant Béchar-Tindouf-Gara Djebilet sur une longueur de 950 km, outre les projets de développement du réseau routier, des pénétrantes autoroutières, des transports guidés et des infrastructures aéroportuaires, ajoute la même source. La rencontre a également été l'occasion d'évoquer «les difficultés rencontrées au niveau de certains chantiers, en présentant les mesures pratiques pour y remédier», selon le communiqué. A ce propos, le ministre a insisté sur l'importance «d'intensifier le suivi sur le terrain par les cadres centraux et de renforcer la coordination permanente avec les entreprises de réalisation, afin d'accélérer le rythme des travaux». Par ailleurs, M. Djellaoui a présidé une séance de travail avec des cadres centraux du ministère, pour évaluer l'état d'avancement des projets du secteur, notamment dans les wilayas du

Grand Sud, lors de laquelle l'accent a été mis sur le développement et la maintenance du réseau routier, en accordant la priorité à la modernisation des grands axes stratégiques reliant le nord au sud du pays. Il a été également question des projets d'entretien des routes en vue de garantir la qualité du réseau et la sécurité de la circulation et des déplacements. La réunion a, en outre, porté sur les projets liés aux infrastructures aéroportuaires, s'inscrivant dans le cadre des efforts visant à renforcer l'infrastructure de transport et à relier les différentes régions du pays par un réseau moderne et sécurisé répondant aux exigences du développement socio-économique", selon le ministère. La réunion a été l'occasion d'évoquer "les difficultés relevées dans certains projets et de mettre l'accent sur la nécessité d'œuvrer à atteindre les objectifs du programme complémentaire de développement dans les wilayas de Tissemsilt et de Djelfa", conclut le communiqué.

AMÉLIORATION DE LA PRISE EN CHARGE DES MALADES

Le ministre annonce l’adoption de la numérisation

Le ministre de la Santé, Mohamed Seddik Ait Messaoudene, a annoncé lundi à Blida l'entame de l'adoption de la numérisation et des technologies modernes comme solutions innovantes pour améliorer les prestations et palier les problèmes du secteur. Dans une déclaration à la presse, au terme d'une visite de travail dans la wilaya, le ministre a indiqué que son département a entamé l'intégration de la nu-

mérisation, des technologies modernes et de l'Intelligence artificielle (IA), notamment dans le domaine de la radiologie, en tant que solutions innovantes destinées à améliorer la qualité du diagnostic et à accélérer les prestations de santé. Il a ajouté que l'intégration de l'IA dans les équipements de radiologie permettra de pallier le manque de radiologues constaté dans certaines wilayas du pays, citant à cet effet les expériences me-

nées la semaine dernière à l'hôpital de Tamanrasset, en coordination avec des médecins russes, et qui, a-t-il affirmé, "ont prouvé leur efficacité". Les efforts sont concentrés sur le développement et la réussite du processus de numérisation, ainsi que sur l'adoption de technologies modernes, a-t-il précisé, soulignant que "toutes les conditions sont réunies pour passer à cette nouvelle étape de développement, en phase

avec les avancées technologiques, afin d'améliorer la qualité des services de santé et de faciliter la gestion des établissements hospitaliers". Lors de l'inauguration de l'unité de l'hôpital de jour en oncologie du Centre anti-cancer (CAC), M. Ait Messaoudene a déclaré que le secteur œuvre à améliorer la prise en charge des patients, à travers la remise en service des appareils de radiothérapie en panne.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	450,00	NC	0,00	0,00	5,36	7,94	7,78	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 404,00	1400,00	-0,28	-0,63	-1,02	9,00	5,56	9275	12 985 000,00
BIOPHARM	BIO	2 501,00	2501,00	0,00	1,31	3,61	6,65	6,40	40	100 040,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 300,00	2300,00	0,00	3,43	1,86	10,97	5,43	21932	50 443 600,00
EGH El Aurassi	AUR	380,00	361,00	-5,00	-6,42	-9,46	4,56	-	40	14 440,00
SAIDAL	SAI	385,00	NC	0,00	-2,18	-4,00	3,64	5,45	0	0,00

UN FONDS D'INVESTISSEMENT LANCÉ PAR LE MINISTÈRE

Faire de l'université un acteur de la croissance

L'université algérienne s'engage dans une nouvelle ère avec la création du fonds d'investissement universitaire, une initiative qui vise à faire de l'institution académique un véritable moteur de la croissance économique nationale. Ce dispositif, lancé par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique le 30 octobre dernier, s'inscrit dans la stratégie de diversification de l'économie et de valorisation du savoir.

Par M. A.

Intervenant à la « Chaîne III » de la radio nationale, Khaled Rouaski, recteur de l'université d'Alger 3, a indiqué que ce fonds « représente un tournant majeur dans la manière dont l'université interagit avec son environnement socio-économique. Il ne s'agit plus seulement de produire du savoir, mais de le transformer en valeur ajoutée réelle, au service du développement du pays ». Doté d'un capital initial de 120 millions de dinars, ce fonds entend structurer les filiales économiques de l'université et regrouper des investissements universitaires dans toute la chaîne (de l'idée à la réalisation). Conçu pour soutenir les projets portés par les étudiants, les enseignants et les chercheurs, le fonds encouragera la création de start-up universitaires, l'incuba-

tion d'initiatives technologiques et la concrétisation d'idées novatrices issues des laboratoires. À ce jour, plus de 2 200 projets innovants ont été labellisés au niveau national, et environ 200 start-up universitaires sont déjà en activité. Le nombre de micro-entreprises universitaires formées approche les 20 000, parmi lesquelles près de 2 000 sont opérationnelles. Le taux actuel de réalisation de projets est compris entre 10 et 12 %, objectif que ce fonds entend porter à 80 %, grâce à un accompagnement renforcé. Pour M. Rouaski, « l'université d'Alger 3 s'inscrit pleinement dans cette dynamique. Nous mettons en place un écosystème propice à l'innovation, où les jeunes porteurs de projets trouvent à la fois un accompagnement académique et un soutien financier. L'objectif est clair : transformer les campus en véritables pôles de créativité et d'entrepreneuriat ».

Il a rappelé que déjà, 6 600 emplois directs ont été créés à travers les start-up et micro-entreprises universitaires, soit en moyenne trois emplois par structure, avec l'ambition d'atteindre 21 000 postes d'ici à ce que l'ensemble des 7 000 entités prévues soient fonctionnelles. En parallèle, la mise en place de ce fonds s'accompagne d'une réforme de la gouvernance universitaire, permettant une gestion plus souple des ressources et une meilleure valorisation du potentiel scientifique. S'appuyant sur un réseau de 139 incubateurs et plus de 120 000 enseignants impliqués dans le dispositif, chaque université est appelée à devenir un moteur économique. En outre, un guichet unique est en cours de finalisation pour faciliter les démarches administratives des porteurs de projets.

ANADE- TOURISME ET ARTISANAT »

Signature d'une convention de coopération

Par R E.

L'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (ANADE) et la Direction de la formation et de la valorisation des ressources humaines relevant du ministère du Tourisme et de l'Artisanat, ont signé une convention de coopération visant à renforcer les capacités entrepreneuriales et à développer les micro-entreprises dans le secteur de l'artisanat. La signature de cette convention intervient en marge de la 26e édition du Salon international de l'artisanat (SIAT), placée sous

le thème "Artisanat algérien : patrimoine, authenticité et créativité artistique", avec pour objectif de promouvoir et de développer les savoir-faire entrepreneuriaux des diplômés des établissements de formation relevant du ministère du Tourisme et de l'Artisanat, précise un communiqué de l'ANADE. La convention prévoit la création de "centres de développement de l'entrepreneuriat" au sein de ces établissements, devant servir "d'incubateurs pour les idées et les projets, la promotion et le développement de micro-entreprises compétitives et inno-

vantes, et ce conformément à la vision économique durable du pays". Dans son allocution à cette occasion, le Directeur général de l'ANADE, Bilal Achacha, a précisé que cette convention constitue "un pas qualitatif vers l'intégration de la dimension économique dans le processus de formation des artisans, leur permettant d'acquérir des compétences techniques et dans les domaines de gestion et de marketing pour faire de leurs créations des projets réussis et durables". Cette coopération, a-t-il souligné, traduit "la conviction que l'artisanat constitue un pi-

lier essentiel dans le développement économique et qu'en soutenant l'entrepreneuriat, la pérennité de ce patrimoine sera assurée à travers une nouvelle génération d'artisans entrepreneurs innovants". Cette initiative vient consacrer "les efforts de l'Etat visant à créer un tissu économique diversifié basé sur la valorisation des ressources humaines, la promotion de l'innovation et l'ouverture de nouvelles perspectives pour la jeunesse algérienne dans le secteur de l'artisanat, riche de son histoire et de ses savoir-faire", conclut le communiqué.

BEJAIA

L'importance de l'innovation pour assurer la sécurité alimentaire soulignée

Par R E.

Les participants au 1er Congrès international sur la sécurité alimentaire durable, qui s'est ouvert lundi à l'Université Abderrahmane-Mira de Bejaia, ont mis en avant l'importance de l'innovation et de l'utilisation des nouvelles technologies pour garantir la sécurité alimentaire. Des universitaires algériens et des experts venus de France, d'Espagne, d'Italie, d'Egypte et de Tunisie, qui ont participé à la rencontre intitulée "La sécurité alimentaire durable : défis et innovation", ont souligné l'importance de l'innovation et de l'utilisation des nouvelles technologies pour assurer la sécurité alimentaire. Pour Pr Hadri Mohamed Ali, spécialiste en informa-

tique à l'Institut supérieur des études technologiques de Radès (Tunisie), l'intelligence artificielle (IA) "a un grand impact sur la chaîne de valeurs dans l'industrie agroalimentaire", de la production agricole jusqu'à la consommation du produit. Le spécialiste tunisien a évoqué à cette occasion les grands défis auxquels sont confrontés les pays de la rive sud de la Méditerranée, notamment "la formation dans le domaine de l'IA", soulignant également l'importance de "concentrer les efforts sur la recherche". Pr Khodir Madani, de l'université de Bejaia, a indiqué de son côté que l'acquisition de nouvelles technologies, permettrait de "relever les défis liés notamment à la sécurité alimentaire", qui est d'abord synonyme de

"disponibilité de notre alimentation, sa qualité et surtout son coût". D'un autre côté, Boulekbache Lila, professeure et directrice du laboratoire organisateur de l'événement, a insisté sur l'importance de la "valorisation des biodéchets pour garantir la sécurité alimentaire". "Nous essayons de proposer de nouveaux procédés de valorisation de ces biodéchets dans le but de les mettre à la disposition des consommateurs", a-t-elle indiqué. Dans le même sens, Inmaculada Matéos-Aparicio, professeure à l'université Complutense de Madrid, en Espagne, estime que l'un des "plus grands défis" sur lesquels elle travaille est de "réduire au maximum les déchets des sous-produits de l'industrie alimentaire". Intervenant lors de l'ou-

verture de la première journée du Congrès, le président du comité d'organisation, Pr Ben Hamiche Nadir, a déclaré que les travaux de cette rencontre et les recommandations qui en découleraient étaient "essentiels pour façonner l'avenir du secteur". Pour la professeure Achat Sabiha, membre du comité d'organisation de ce Congrès international, qui se tient les 10 et 11 novembre, a estimé à son tour que la tenue de cet événement "symbolise un pas concret vers la sécurité alimentaire". La rencontre a été organisée par le laboratoire de biomathématiques, biophysique, biochimie et scientométrie (L3BS) de la faculté des sciences de la nature et de la vie de l'université Abderrahmane-Mira de Bejaia.

POUR ACCÉLÉRER L'INNOVATION, LA FORMATION ET L'EMPLOYABILITÉ DES JEUNES TALENTS

Ooredoo signe quatre partenariats stratégiques avec des universités

L'opérateur de téléphonie mobile «Ooredoo Algérie» renforce son engagement en faveur de la formation universitaire, et l'enseignement supérieur, à travers l'accompagnement de quatre établissements universitaires algériens de premier plan. A cet effet, Ooredoo a signé hier au niveau de son siège à Alger, quatre (04) conventions de partenariat avec : l'Université des Sciences et de la Technologie Houari Boumediene (USTHB), l'École Nationale Supérieure d'Informatique (ESI), l'École Nationale Supérieure d'Intelligence Artificielle (ENSIA) ainsi que l'École des Hautes Études Commerciales (EHEC). Marquant une nouvelle étape dans sa démarche de coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur et la recherche scientifique et technologique, Ooredoo vise à travers ces nouvelles conventions, à stimuler l'innovation et à renforcer l'employabilité des jeunes diplômés dans les domaines clés de l'économie numérique. En vertu de ces partenariats qui rapprochent le monde universitaire du secteur privé, Ooredoo Algérie s'engage à soutenir et accompagner la formation des talents algériens par des actions concrètes, notamment l'accueil de stagiaires et l'encadrement de projets de fin d'études au sein de ses directions techniques et opérationnelles, la co-organisation de conférences, séminaires, hackathons et colloques autour des thématiques d'avenir telles que l'intelligence artificielle, la 5G, la cybersécurité ou la data science, le soutien à la recherche appliquée en mobilisant ses expertises et ses infrastructures, la mise en place de programmes de formation continue au profit des étudiants, enseignants et collaborateurs de Ooredoo, et le développement d'initiatives favorisant l'insertion professionnelle, l'entrepreneuriat et l'innovation locale.

BORDJ BOU ARRERIDJ
450 millions DA pour
aménager et élargir
oued Arreridj

Une enveloppe de 450 millions DA a été allouée pour l'aménagement et l'élargissement du lit de oued Arreridj à la cité Abdelmoumen (Lagraf) de la ville de Bordj Bou Arreridj visant à renforcer la protection de la ville contre les risques des inondations à l'ère des changements climatiques et défis environnementaux, a-t-on appris lundi auprès du directeur local de l'hydraulique. Dans une déclaration à l'APS, M. Mourad Benhouria a précisé que "ce projet sera exécuté conformément aux normes incluant l'élargissement et l'aménagement du lit de l'oued pour assurer une protection optimale de population de la ville contre les inondations dans les prochaines années". Oued Arreridj qui traverse du Nord au Sud la ville de Bordj Bou Arreridj, constitue une menace pour les habitants en hivers, a-t-il indiqué. Cet oued a fait l'objet par le passé d'une opération de couverture qui "n'était pas à la hauteur" provoquant plusieurs incidents dont la chute d'un camion après l'effondrement de la couverture en béton qui avait nécessité l'intervention des autorités locales et l'engagement d'actions d'entretien urgentes, selon la même source. Le même responsable a souligné l'importance du projet qui s'inscrit dans le cadre des efforts nationaux pour endiguer les risques des inondations à travers les Hauts plateaux ayant inclus des opérations similaires au chef-lieu de wilaya et dans la commune de Ras El Oued en plus d'autres mesures.

SÉTIF

L'importance de l'implication des avocats dans la généralisation de la justice électronique soulignée

Les participants à une journée d'étude consacrée à la "justice électronique", organisée lundi après-midi à Sétif, ont souligné "l'importance de l'implication des avocats dans le processus de généralisation de ce mode de traitement des affaires judiciaires".



Dans ce contexte, le Président de la Cour de Sétif, Youcef Yaakoubi, a appelé, dans son allocution d'ouverture, à l'adhésion des avocats à cette démarche, les considérant comme "un partenaire très efficace" dans cette opération. "Nous sommes devant une responsabilité partagée consistant à ancrer une culture numérique juridique basée sur la confiance dans le système d'information et sur la formation de compétences humaines qualifiées pour gérer cette transformation avec efficacité et sagesse", a-t-il déclaré. Le même responsable a ajouté que "la numérisation du secteur de la Jus-

te, visant à moderniser les méthodes de travail judiciaire, à faciliter l'accès des justiciables à la justice, à accélérer le traitement des affaires et à renforcer la transparence et l'efficacité dans la performance des services judiciaires", soulignant que "la justice électronique représente un pas audacieux vers une justice moderne, capable de suivre les transformations numériques que connaît le monde". Pour sa part, le procureur général près la Cour de justice de Sétif, Fayçal Zerdazi, a affirmé que "cette journée d'étude vise à échanger les points de vue, identifier les obstacles pratiques et proposer des solutions à même de renforcer

la confiance dans la justice numérique et de consacrer les principes d'efficacité et de transparence", appelant les avocats à s'inscrire sur la plateforme numérique permettant l'échange des requêtes et mémoires dans les affaires civiles. Au cours de cette rencontre, le procureur de la République près le tribunal de Sétif, Redhouane Bouabdallah, a présenté une communication intitulée "Les procédures de justice électronique dans le cadre de la modernisation de la justice", tandis que le bâtonnier des avocats de Sétif, Ahmed Saai, a intervenu sur "L'impact de la justice électronique sur la modernisation de la justice et de la profession d'avocat". Un exposé pratique sur l'échange électronique des requêtes et mémoires dans les affaires civiles a également été présenté par Mme Joudia Ben Kila, cadre en informatique à la Cour de justice de Sétif. Cette rencontre a réuni 150 acteurs du secteur, parmi lesquels des magistrats, des présidents de tribunaux, des procureurs de la République, des juges des chambres civiles, des conseillers en affaires civiles à la Cour de justice de Sétif, des substituts du procureur général, le président du tribunal administratif de Sétif, le commissaire d'Etat près le même tribunal ainsi que des représentants de bureau des avocats.

TIEMCEN

Ouverture de l'exposition "Les circuits touristiques"

L'exposition intitulée "Les circuits touristiques" a été inaugurée lundi soir au Palais de la culture Abdelkrim-Dali de Tiemcen, dans le cadre des activités du programme "Jil Siyaha" (génération tourisme), mené en partenariat entre l'Algérie et l'Union européenne. L'exposition, qui se poursuivra jusqu'au 20 novembre, comporte 20 œuvres artistiques et carnets de voyage réalisés par des artistes plasticiens et un écrivain,

mettant en lumière les circuits touristiques qu'ils ont visités dans quatre wilayas pilotes concernées par le programme "Jil Siyaha", à savoir les circuits de l'olive à Tiemcen, des guelta à Djanet, des montagnes à Sétif et des ksour à Timimoun. Les carnets de voyage élaborés par ces artistes, illustrant par des dessins et des textes les sites visités dans ces régions, sont également exposés et distribués aux participants lors de cette mani-

festation, qui a connu un fort engouement des jeunes désireux de découvrir les différentes destinations touristiques. Le directeur du tourisme et de l'artisanat de la wilaya, Hamouda Maamri, a souligné dans son intervention que le programme "Jil Siyaha" contribue à impliquer les jeunes dans la promotion des différentes régions touristiques de leurs wilayas respectives. Cette exposition s'inscrit également dans les préparatifs du festival

du circuit de l'olive, prévu dans le cadre du même programme du 20 au 22 novembre dans la commune de Sabra (wilaya de Tiemcen). Il comprendra des expositions de produits oléicoles et artisanaux, la réalisation d'une fresque artistique dédiée à l'événement, ainsi que des activités récréatives pour enfants et des visites d'exploitations agricoles et huileries de la région, selon les explications fournies lors de la manifestation. Le programme

"Jil Siyaha", d'une durée de trois ans, s'inscrit dans le cadre de la coopération entre l'Algérie et l'Union européenne au profit du ministère du Tourisme et de l'Artisanat. Il vise à renforcer l'employabilité et l'insertion des jeunes dans le secteur du tourisme et à encourager leur participation au développement local à travers des projets innovants.

NÂAMA

Plus de 8.000 quintaux de semences destinés à la campagne labours-semailles

La coopérative des céréales et des légumes secs (CCLS) de la wilaya de Nâama a mis à disposition plus de 8.000 quintaux de semences dans le cadre de la campagne labours-semailles de la saison agricole 2025-2026, lancée lundi, a-t-on appris auprès du directeur de la coopérative, Mohamed Atbi. A l'occasion du lancement officiel de cette campagne par le wali de Nâama, Lounès Bouzegza, à partir de la commune d'Aïn-Benkhelil, M. Atbi a précisé que les quantités de

semences concernent le blé dur (2.300 qx), le blé tendre (200 qx), l'orge (4.500 qx), l'avoine (800 qx) et le triticale (200 qx). Il a ajouté que 2.660 quintaux d'engrais ont également été mis à la disposition des professionnels de la filière, tandis que d'autres quantités sont en cours de traitement pour répondre à la demande. La campagne de labours-semailles de cette saison agricole cible une superficie d'au moins 6.500 hectares de terres irriguées destinées à la culture de différentes variétés

de céréales répartis à raison de 3.000 ha d'orge, 2.000 ha de blé dur, 300 ha de blé tendre, 700 ha d'avoine et 20 ha de triticale, a déclaré de son côté le directeur des Services agricoles (DSA) de la wilaya, Boudjemaa Charouine. Il a, d'autre part, souligné que plusieurs mesures d'accompagnement ont été mises en place au profit des investisseurs agricoles, notamment la création d'une commission technique chargée du suivi de toutes les étapes de la production céréalière, l'assistance tech-

nique aux agriculteurs, l'organisation de journées de sensibilisation visant à élargir la superficie cultivée et à assurer le suivi de la vente et de la distribution des semences et des engrais, en plus du financement des agriculteurs via le guichet unique. Par ailleurs, le secteur a été renforcé, récemment, par quatre centres de proximité pour le stockage des céréales, d'une capacité de 50.000 quintaux chacun, tandis que les quatre autres restants devraient être réceptionnés avant la fin de l'année en

Zohran Mamdani face à l’establishment

Sur le point de remporter les élections municipales à New York, Zohran Mamdani émerge comme figure radicale et « socialiste ». Durant sa campagne, il a dû affronter de violents tirs de barrage issus du Parti républicain et de l’establishment démocrate.

2^e partie et fin

Par Peter Dreier,
traduction Alexandra Knez

Zohran Mamdani est pleinement conscient de l’importance de s’entourer de conseillers et de responsables aguerris, dotés d’une solide expérience en administration municipale, en gestion étatique, notamment pour faciliter les relations avec Albany – la capitale de l’Etat de New York, qui gère une partie du budget municipal -, mais aussi dans les domaines du monde des affaires, des syndicats, de l’engagement communautaire et du secteur associatif. Nombre de New-Yorkais espèrent qu’il nommera Brad Lander, actuel contrôleur municipal et troisième lors des primaires, au poste de premier adjoint au maire. Leur collaboration durant la campagne, marquée par des soutiens mutuels et des apparitions communes rend cette nomination tout à fait plausible. L’une des décisions les plus déterminantes que devra prendre Zohran Mamdani sera de maintenir ou non Jessica Tisch à la tête de la police, dans un contexte où les New-Yorkais expriment de vives préoccupations concernant la sécurité dans leurs quartiers, le profilage raciste et les abus de pouvoir des forces de l’ordre. Mamdani a proposé la création d’un département indépendant dédié à la sécurité des quartiers, distinct de la police, afin de mieux prendre en charge les personnes en détresse psychologique et de permettre à la police de concentrer ses efforts sur la résolution des crimes graves. Il souhaite également fonder une nouvelle agence spécialisée dans la lutte contre les crimes à caractère haineux. Toutefois, si une collaboration constructive ne s’instaure pas avec les forces de l’ordre et leur syndicat, ces derniers pourraient chercher à entraver la mise en œuvre de ses réformes.

Défis budgétaires

Zohran Mamdani devra affronter les défis budgétaires majeurs auxquels New York est confrontée, notamment sa forte dépendance à l’égard de l’État de New York pour le financement de nombreux services essentiels (comme le métro) et pour l’autorité législative sur des questions clés telles que le contrôle des loyers. Il lui faudra établir une collaboration étroite avec les démocrates du parlement de l’État de New York ainsi qu’avec la gouverneure Kathy Hochul, peu progressiste. La situation pourrait se compliquer davantage si Donald Trump et les républicains du Congrès adoptent une version du « Big Beautiful Bill », qui prévoit des coupes dans les financements fédéraux de services publics afin de financer des baisses d’impôts pour les plus riches. Dans ce contexte, Mamdani devra rappeler régulièrement aux électeurs que certaines réformes ne peuvent être menées à bien sans l’appui législatif ou fi-

nancier de l’État de New York ou du gouvernement fédéral. Il pourrait tirer parti de son aura nationale, comme maire de la plus grande ville des États-Unis, pour fédérer d’autres maires autour d’un programme fédéral ambitieux, tourné vers une nouvelle ère post-Trump et la relance d’une politique urbaine et métropolitaine progressiste. Par le biais d’organisations telles que la Conférence des maires des États-Unis et la Ligue nationale des villes, ces élus locaux peuvent faire pression sur le Congrès pour obtenir davantage de financements en faveur du logement et des infrastructures génératrices d’emplois, renforcer la régulation des pratiques bancaires abusives, instaurer une loi fédérale garantissant les congés maladie payés, et accroître les investissements dans les crèches et les établissements scolaires. Ils pourraient aussi s’engager collectivement à mettre fin aux « guerres d’enchères », ces compétitions coûteuses entre villes et États pour attirer les entreprises à coups de subventions et d’exonérations fiscales, comme ce fut le cas avec Amazon à New York il y a quelques années.

Penser en organisateur

Maire, Zohran Mamdani gagnerait à conserver une posture d’organisateur. Chaque enjeu politique majeur exige une véritable campagne structurée, avec un noyau dur, un cercle de soutien engagé, des partenaires stratégiques et des adversaires clairement identifiés, comme par exemple les propriétaires pratiquant des loyers abusifs ou les institutions financières aux pratiques prédatrices. Pour mener ces batailles à bien, il lui faudra s’appuyer sur la mobilisation active de sa base et sur une dynamique collective forte. Zohran Mamdani devra embrasser la tension inhérente à sa position : celle d’un progressiste aux commandes de l’institution municipale. Il lui faudra encourager les mouvements de base à exercer une pression constante, y compris par la protestation, pour inciter les grandes banques, les employeurs, les établissements de santé, les maisons de retraite, les propriétaires et les promoteurs immobiliers à adopter des pratiques plus responsables. Il ne pourra pas se soustraire à la critique : il sera parfois lui-même la cible de manifestations, face à laquelle il devra se montrer résilient. Mamdani devra encourager les mouvements de base à exercer une pression constante, y compris par la protestation, pour inciter les grandes banques, les employeurs, les établissements de santé, les maisons de retraite, les propriétaires et les promoteurs immobiliers à adopter des pratiques plus responsables. Il devra trouver les moyens de collaborer avec le mouvement progressiste new-yorkais, souvent éclaté en une multitude d’organisations et de leaders, chacun porteur de son agenda propre. Pour mener des réformes ambitieuses, il

lui faudra tisser des liens solides avec les syndicats du public et du privé, les groupes d’organisation communautaire, les militants écologistes, les défenseurs des droits des locataires, les promoteurs immobiliers à but non lucratif, les réformateurs du système éducatif, ainsi que les associations engagées pour les droits civils et les libertés individuelles. Tous devront apprendre à naviguer dans la dynamique « intérieur/extérieur » à un moment où les enjeux politiques et sociaux sont particulièrement cruciaux. Ils voudront bien sûr demander à Mamdani de rendre des comptes sur ce qu’il a promis. Toutefois, ils devront faire preuve de patience et garder à l’esprit que les transformations politiques majeures exigent du temps, une hiérarchisation des priorités et, souvent, des compromis – qui n’est pas le renoncement : le compromis peut permettre des avancées concrètes, poser les jalons d’une réforme plus vaste et orienter l’action publique dans une direction vertueuse. Cela revêt une importance particulière pour les Socialistes démocrates d’Amérique (DSA), une composante modeste mais dynamique de la base de soutien de Mamdani. La direction nationale du mouvement, ainsi que certaines de ses sections locales, ont parfois été critiquées, à juste titre, pour des prises de position jugées trop radicales et un certain désintérêt pour les compromis politiques. Toutefois, plusieurs antennes locales, notamment celle de New York, ont su évoluer en collaborant avec des organisations communautaires, syndicales et écologistes, et en s’impliquant activement dans le Parti démocrate pour faire élire des candidats progressistes, y compris ceux qui ne se revendiquent pas explicitement du socialisme. Comme ils l’ont montré lors des campagnes d’Alexandria Ocasio-Cortez au Congrès, les membres de la DSA de New York engagés aux côtés de Mamdani ont fait preuve d’organisation, de rigueur et de sens stratégique. Aujourd’hui, cette même discipline et cette intelligence politique seront essentielles pour éviter les critiques publiques systématiques à l’encontre de Mamdani lorsqu’il sera amené à faire des compromis – que ce soit avec le conseil municipal ou la législature de l’État – dans le but de faire progresser des mesures concrètes qui améliorent le quotidien des New-Yorkais.

Restaurer la confiance

Dans une période marquée par l’incertitude, une victoire progressiste d’envergure offre un souffle d’espoir et peut servir de catalyseur pour renforcer le mouvement, à la fois en opposition à Donald Trump et en faveur d’un avenir plus équitable. À l’instar de Bernie Sanders et Alexandria Ocasio-Cortez, Zohran Mamdani se distingue par sa capacité à communiquer les idées progressistes dans un langage accessible et concret. Toutefois, il est important de reconnaître que tous les candidats dé-

mocrates ne peuvent remporter des élections en se revendiquant ouvertement progressistes, et encore moins socialistes. Le camp républicain, Trump en tête, l’a bien compris et cherchera à instrumentaliser la victoire de Mamdani pour peindre l’ensemble du Parti démocrate en rouge. Le lendemain de la victoire de Mamdani à la primaire, Trump s’est emporté sur son réseau Truth Social, qualifiant Mamdani de « lunatique 100 % communiste ». À l’instar d’Alexandria Ocasio-Cortez, Mamdani est appelé à devenir une figure polarisante, utilisée par les républicains pour mobiliser leur base et tenter de renverser les démocrates dans les circonscriptions clés lors des prochaines élections à la Chambre. Il lui faudra alors convaincre des poids lourds du Parti démocrate, comme Chuck Schumer et Hakeem Jeffries (tous deux originaires de New York) de le soutenir plutôt que de s’opposer systématiquement à lui, ce qui reste incertain compte tenu de leurs différends répétés avec l’aile gauche du parti. Par ailleurs, certains candidats démocrates engagés dans des batailles électorales serrées pourraient chercher à se distancier de ses positions pour préserver leur propre crédibilité auprès d’un électorat plus modéré. L’un des accomplissements les plus significatifs de Zohran Mamdani pourrait être de raviver la confiance des jeunes électeurs dans le pouvoir de la politique électorale et dans la capacité des institutions publiques à répondre concrètement aux besoins de la population. Sa victoire pourrait servir de catalyseur, incitant libéraux et progressistes à travers le pays à s’engager davantage dans des organisations locales. À l’approche des élections de mi-mandat l’an prochain, on peut espérer une mobilisation accrue de bénévoles prêts à s’investir sur le terrain. La façon dont Zohran Mamdani dirigera la ville de New York sera déterminante. S’il réussit à devenir maire, il fera plus que transformer la vie des New-Yorkais de la classe ouvrière : il pourrait inspirer une nouvelle génération de militants à se lancer dans la vie politique – que ce soit au sein des conseils scolaires, de la législature de l’État ou du Congrès. Ce renouvellement pourrait contribuer à affaiblir l’establishment qui domine encore le Parti démocrate et à éloigner le parti de son aile corporatiste, en faveur d’un projet résolument progressiste centré sur les besoins réels de la population. Article originellement publié par notre partenaire Jacobin sous le titre « How Zohran Mamdani Can Succeed as Mayor », traduit et édité pour LVSL. Source : Lvsl.fr Publié le 03 novembre 2025

Article originellement publié par notre partenaire Jacobin sous le titre « How Zohran Mamdani Can Succeed as Mayor », traduit et édité pour LVSL.
Source : Lvsl.fr Publié le 03 novembre 2025

LIBYE

La construction
de l'autoroute
Emsaad - Ras Jdir
va reprendre après
13 ans

Plus qu'un simple projet routier, l'autoroute Emsaad - Ras Jdir répond à une volonté de reconstruire une Libye marquée par des années de conflit. Ce chantier apparaît ainsi comme un levier de stabilisation, de relance économique et de reconnexion entre territoires. La Libye et l'Italie ont signé le jeudi 6 novembre un accord portant sur la construction des 160 km du tronçon Al-Aziziya - Ras Jdir, partie intégrante du projet d'autoroute Emsaad - Ras Jdir. Il s'agit d'un corridor côtier de 1750 km destiné à relier les principales villes du littoral libyen jusqu'à la frontière de la Tunisie. Ce projet intégralement financé par Rome s'inscrit dans le cadre d'un traité d'amitié et de coopération conclu entre les deux pays en 2008. Les travaux avaient été suspendus en 2011 en raison du conflit qui a secoué le pays. Leur reprise s'inscrit dans un plan plus large de reconstruction et de modernisation des infrastructures, avec une place de choix accordée à l'amélioration du réseau routier pour renforcer la connectivité entre les villes, revitaliser l'activité économique et soutenir les efforts de développement durable. Selon le gouvernement d'unité nationale, un plan prévoit l'achèvement d'autres sections, notamment le tronçon Al-Marj - Emsaad, long de 400 kilomètres. Les autorités ambitionnent également d'interconnecter cette autoroute à la transsaharienne, un projet routier continental destiné à relier l'Afrique du Nord à l'Afrique australe. Cette connexion créerait, à terme, un vaste axe logistique et commercial allant de la zone franche de Misrata jusqu'à Cape Town en Afrique du Sud. Elle est perçue comme un levier majeur pour le commerce interafricain et l'intégration économique sur le continent. La réussite du projet dépendra autant de la stabilité politique du pays que de la qualité de l'exécution, de la maintenance future et de l'intégration des acteurs locaux.

MAURITANIE

Le FMI évoque un prêt
de 89,3 millions \$, après revue
des réformes en cours

Du mardi 28 octobre au vendredi 7 novembre, une mission du FMI a évalué les progrès des réformes économiques en Mauritanie. Les résultats obtenus dans le cadre du programme mixte MEDC/FEC ont été jugés satisfaisants par l'institution.

Le Fonds monétaire international (FMI) va octroyer, sous réserve d'approbation de son Conseil d'administration, un prêt cumulé de 89,3 millions USD en faveur de la Mauritanie, dans le cadre des programmes de réformes en cours dans le pays. Dans un communiqué publié le vendredi 7 novembre, l'institution informe qu'un accord a été conclu avec les autorités du pays maghrébin, à l'issue de la revue des programmes soutenus par le Mécanisme élargi de crédit (MEDC), la Facilité élargie de crédit (FEC) et la Facilité pour la résilience et la durabilité (FRD). Dans le détail, les décaissements prévus s'élèvent à 8,7 millions USD au titre du programme mixte MEDC/FEC, et à 80,6 millions USD au titre de la FRD. Concernant l'évaluation du MEDC/ FEC, le FMI estime que les résultats obtenus sont satisfaisants.

« La performance du programme a été satisfaisante - tous les objectifs quantitatifs pour fin juin 2025 ont été atteints. Le déficit budgétaire de fin septembre 2025 était inférieur à ce qui était prévu, car les dépenses étaient inférieures au budget, tandis que la collecte des impôts s'est effectuée comme prévu », apprend-on. Concernant la Facilité pour la résilience et la durabilité (FRD), Felix Fischer, le chef de mission du Fonds, préconise « d'accélérer les réformes du Cadre de soutien à la résilience (CSR) afin de renforcer la résilience de la Mauritanie face aux changements climatiques ». Il a ajouté que la mise en place prévue du mécanisme de tarification automatique des carburants et de la contribution climatique permettra de « dégager des marges de manœuvre budgétaires pour répondre aux importants besoins de développement du pays ».

À l'issue des discussions, le FMI a salué les progrès de la Mauritanie en matière de gouvernance, et appelé à l'opérationnalisation rapide de l'Autorité anticorruption ainsi qu'au respect strict de la loi sur la déclaration des biens, mesures essentielles pour renforcer la transparence et l'État de droit. Il recommande également d'institutionnaliser la règle budgétaire dans la Loi organique relative aux finances (LOLF), et de poursuivre la transition vers un taux de change flexible pour mieux absorber les chocs extérieurs. En ce qui concerne la croissance économique, le FMI estime qu'elle devrait ralentir à 4,2 % en 2025 contre 6,3 % en 2024, en raison d'une contraction du secteur extractif et d'un ralentissement du secteur non extractif, tandis que l'inflation resterait inférieure à 2 % en 2025.

ÉGYPTE

Le Caire procède aux essais
sur son futur réseau national de TGV

L'Égypte finalise une nouvelle étape dans la modernisation du transport national avec les essais de son 1er réseau de TGV. Déployé sur près de 2000 km, ce projet vise à relier les principaux pôles économiques, portuaires et touristiques, tout en renforçant la sécurité et la rapidité des déplacements. Les autorités égyptiennes ont annoncé ce weekend le début des essais techniques sur la première ligne du projet national de chemin de fer à grande vitesse, appelé à devenir l'un des plus vastes réseaux ferroviaires modernes du continent africain. Prévu sur près de

2000 km, ce réseau reliera plusieurs centres économiques, villes portuaires et zones touristiques majeures du pays. Il est développé par Siemens Mobility, qui l'exécute en consortium avec Orascom Construction et The Arab Contractors. Le réseau comptera à terme 41 TGV Velaro, 94 trains régionaux Desiro et 41 locomotives Vectron. Les détails du tracé de cette première ligne n'ont pas été dévoilés, mais d'après les informations techniques publiées il y a deux ans, elle connectera sur 660 km la ville portuaire d'Ain Sokhna bordée par la

mer Rouge, à Alexandrie et Marsa Matrouh, sur la Méditerranée, en passant par Le Caire. Une 2e ligne de 1100 km reliera la capitale à Abou Simbel, près de la frontière soudanaise, afin de soutenir le développement de nouvelles zones économiques dans le Sud du pays. La 3e ligne, d'environ 225 km, liera Louxor et Hurghada, renforçant l'accessibilité de quelques-uns des principaux sites touristiques. Selon Siemens Mobility, le train Velaro est conçu pour résister aux conditions désertiques et peut transporter jusqu'à 489 passagers à 250 km/h. Le train régional Desiro HC a quant

à lui déjà effectué un premier passage test sur les voies récemment construites près du dépôt ferroviaire de la ville du 6 Octobre. Sa mise en service est prévue sur la « ligne verte ». Depuis 2014, l'Égypte conduit une refonte profonde de son réseau ferroviaire, dans le but de réduire les accidents et d'améliorer la qualité du service. Les autorités voient dans ce projet une étape stratégique vers une meilleure intégration territoriale, la fluidification des échanges et le renforcement de l'attractivité touristique.

TUNISIE

Toujours plus de soutien à l'agriculture

Le soutien aux agriculteurs en Tunisie passe par plusieurs mesures : des aides financières directes comme des subventions et des facilités de crédit, des programmes de développement de l'agriculture durable et climato-intelligente, ainsi que des incitations fiscales. Le gouvernement met également l'accent sur le soutien aux filières spécifiques, l'amélioration des conditions de travail et l'accès aux marchés pour les producteurs. Ainsi, des partenaires de référence finance des programmes spécifiques pour soutenir le développement durable, la pêche artisanale et le secteur céréalier tandis que des projets visent à valoriser des filières clés afin d'améliorer

les conditions socio-économiques des opérateurs et de créer des emplois ruraux. Des programmes, avec l'aide d'organisations comme la FAO, soutiennent la mise en œuvre de pratiques agricoles résilientes au changement climatique, comme des techniques d'irrigation efficaces et des systèmes d'alerte précoce pour les événements climatiques extrêmes. Le gouvernement vise à garantir la sécurité alimentaire nationale en facilitant le travail des agriculteurs, la gestion des saisons agricoles et l'accès aux marchés intérieurs, notamment pour l'huile d'olive et d'autres filières importantes. Le secrétaire d'État auprès du ministre

de l'Agriculture, chargé de l'Eau, Hamadi Habib, vient d'annoncer l'entrée en vigueur, dès cette semaine prochaine, de mesures concrètes de soutien aux agriculteurs et de facilitation de la commercialisation des produits agricoles. Cette décision intervient à l'issue d'une réunion interministérielle consacrée à la simplification des procédures agricoles et à la lutte contre la spéculation et ce, dans le cadre des directives présidentielles visant à lever les obstacles qui freinent le secteur agricole et à renforcer la sécurité alimentaire nationale. Parmi les principales mesures adoptées figurent la simplification des démarches administratives relatives au transport et à la vente de produits agri-

coles tels que les agrumes, dattes, olives, grenades et pommes, ainsi que la révision de certaines dispositions réglementaires. Le plan prévoit également de faciliter le stockage pour préserver la qualité des récoltes, améliorer les circuits logistiques et stabiliser les prix sur le marché intérieur. La sécurité alimentaire en Tunisie est confrontée à des défis majeurs, notamment la sécheresse, la forte dépendance aux importations de céréales et l'impact des crises mondiales. En réponse, la Tunisie met en place des stratégies pour développer une agriculture plus durable et résiliente, en se concentrant sur le soutien aux agriculteurs et l'adaptation au changement climatique.

AFRIQUE

Les flux d’IDE ont chuté de 42% au 1er semestre 2025, à 28 milliards \$

Le continent subit de plein fouet la détérioration du climat mondial des investissements dans un contexte marqué par l’exacerbation des tensions commerciales, les taux d'intérêt élevés et la persistance des incertitudes géopolitiques et économiques.

Les flux d’investissements directs étrangers (IDE) à destination de l’Afrique ont chuté de 42% au premier semestre 2025, pour s’établir à 28 milliards de dollars, selon un rapport publié le 31 octobre par l’ONU Commerce et Développement (anciennement Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement/CNUCED). Intitulé « Global Investment Trends Monitor », le rapport précise que cette baisse a été plus marquée en Afrique du Nord, où les flux d’IDE se sont situés à 11 milliards de dollars entre le 1er janvier et le 30 juin de l’année en cours contre 27 milliards de dollars durant la même période de l’année écoulée. La forte hausse enregistrée au premier semestre 2024 était essentiellement liée au mégaprojet de développement urbain de la péninsule égyptienne de Ras El-Hekma, porté par Abu Dhabi Developmental Holding Company, le fonds souverain de l’émirat d’Abu Dhabi. En Afrique subsaharienne, les IDE ont connu une baisse de 23% en glissement annuel au premier semestre 2025, à 17 milliards de dollars. Plus généralement, les flux d’IDE captés par le continent africain sur les six premiers mois de l’année en cours se sont inscrits à contre-courant de la tendance générale observée dans les économies en développement, où les flux entrants d’IDE sont restés stables dans l’ensemble même si des augmentations ont été enregistrées en Amérique latine et dans les Caraïbes (+12 %) et dans les pays en développement d’Asie (+7 %). A l’échelle mondiale, les IDE ont connu une baisse de 3 % au premier se-

mestre 2025, à 737 milliards de dollars, dans un contexte marqué par des vents contraires, tels que la montée des tensions commerciales, les taux d’intérêt élevés et les incertitudes géopolitiques qui ont incité les investisseurs à la prudence. Cette baisse s’explique principalement par la contraction des flux dans les économies développées, où les fusions et acquisitions transfrontalières – habituellement un moteur majeur de leurs IDE – ont reculé de 18 %, pour s’établir à 173 milliards de dollars.

Repli des investissements dans les secteurs essentiels aux ODD

Le rapport souligne d’autre part que les coûts d’emprunt élevés et les incertitudes économiques ont continué à peser sur les IDE dans l’industrie et les infrastructures au niveau mondial au cours du premier semestre 2025. Dans ces deux secteurs, les annonces de projets greenfield (lorsque des entreprises créent de nouvelles activités à l’étranger) ont chuté de 17 % en nombre, sous l’effet d’un recul de 29 % dans les secteurs manufacturiers liés aux chaînes d’approvisionnement mondiales, tels que le textile, l’électronique et l’automobile, dans un contexte d’incertitude tarifaire. Le financement de projets internationaux, essentiel au développement des infrastructures, a également diminué, avec une baisse de 11 % du nombre de transactions et de 8 % en valeur. Par ailleurs, les IDE dans les secteurs essen-

tiels aux objectifs de développement durable (ODD) ont diminué de 10 % en nombre et de 7 % en valeur durant les six premiers mois de 2025, après avoir déjà fortement baissé l’année dernière. Les investissements greenfield dans les infrastructures se sont par exemple repliés de 31 % en valeur et de 25 % en nombre, révélant une forte contraction en Amérique latine et dans les Caraïbes (-78 % en valeur et -43 % en nombre). Les investissements dans l’eau et l’assainissement ont chuté de 40 % à l’échelle mondiale, et aucun nouveau projet n’a été lancé en Afrique ou dans l’ensemble des pays les moins avancés. Seuls les investissements dans les secteurs de l’agroalimentaire et de la santé ont affiché des tendances positives dans les économies en développement, les investissements restant stables dans l’agroalimentaire et augmentant de 37 % dans la santé. En ce qui concerne les perspectives des IDE, l’ONU Commerce et Développement estime que le climat mondial des investissements restera difficile jusqu’à la fin de 2025, notant que les tensions géopolitiques, les conflits régionaux, la fragmentation économique et les efforts visant à réduire les risques liés aux chaînes d’approvisionnement continueront à peser sur les flux globaux. L’organisation note cependant que l’assouplissement des conditions financières, l’augmentation des activités de fusions-acquisitions au troisième trimestre et la hausse des dépenses des fonds souverains à l’étranger pourraient soutenir une légère reprise d’ici la fin de l’année.

RWANDA

Les expéditions de café ont généré 116 millions \$ en 2024/2025, un record

Le Rwanda est le 6ème exportateur africain de café, après l’Ouganda, l’Éthiopie, la Tanzanie, la Côte d’Ivoire et le Kenya. Moins en vue que ces grands acteurs du continent, la filière rwandaise a toutefois profité de la hausse des cours mondiaux pour atteindre un niveau record de performance. 116 millions \$. C’est la valeur totale des recettes générées par les expéditions de café sur le marché international par la filière rwandaise au terme de la campagne de

commercialisation de 2024/2025. L’information est rapportée le samedi 8 novembre dernier par le quotidien local The New Times, citant Claude Bizimana, directeur général du Conseil national des exportations agricoles (NAEB), qui précise que cette enveloppe est en hausse de 47,39 % par rapport à la campagne précédente (78,7 millions \$), établissant un nouveau record pour la filière. Selon le responsable, cette embellie s’explique par deux principaux facteurs. D’abord, un rebond de 25

% de la récolte de café à 21 000 tonnes, notamment en raison de l’entrée en production de vieux vergers remplacés, ce qui a permis d’augmenter le volume exportable. Ensuite, la filière rwandaise qui produit principalement du café arabica, a également bénéficié de la conjoncture favorable sur l’ensemble de sa campagne de commercialisation. Selon les données de l’Intercontinental Exchange (ICE), les cours du contrat arabica ont quasiment doublé, passant de

189,9 cents la livre (4,1 \$/kg) le 1er avril 2024 à 364 cents la livre (8,01 \$/kg) en mars 2025. Le défi pour la filière sera de poursuivre cette dynamique de croissance sur les prochaines années. Dans le cadre de son Plan stratégique pour la transformation de l’agriculture, le gouvernement ambitionne de porter ses volumes d’exportation de café à 32 000 tonnes d’ici 2028/2029 pour renforcer son poids sur le marché international.

BLÉ

Le Zimbabwe établit un nouveau record de production en 2024/2025

En Afrique, le blé est la principale céréale importée. Figure d’exception, le Zimbabwe, qui est autosuffisant depuis la campagne de 2022/2023, parvient à maintenir une dynamique de croissance soutenue dans sa filière. Au Zimbabwe, la récolte de blé au terme de la campagne de 2024/2025 s’est établie à 639 942 tonnes, signant un nouveau record pour la filière. C’est ce que rapporte le média local The Herald, citant les données compilées par les Services consultatifs pour le développement agricole et rural. Le stock annoncé est en hausse de 6 % par rapport aux prévisions initiales de 600 000 tonnes et marque une progression de 13 % par rapport à la production réalisée au cours de la campagne précédente (563 961 tonnes). Le ministère de l’Agriculture attribue cette embellie principalement aux efforts déployés par le gouvernement pour moderniser le secteur agricole à travers des investissements dans la mécanisation et le développement de l’irrigation. Il convient aussi de noter que les agriculteurs ont également dédié 2 000 hectares de terres agricoles supplémentaires à la culture de la céréale en 2024/2025, portant la superficie emblavée à près de 122 000 hectares. Dans les détails, les provinces de Mashonaland Ouest, Mashonaland Central et Mashonaland Est sont les principales régions de production, ayant toutes récolté plus de 120 000 tonnes de blé chacunes. Alors que la consommation annuelle est estimée à 360 000 tonnes, le nouveau record de production permettra à la filière de dégager un surplus de près de 280 000 tonnes pour l’exportation. En septembre dernier, le ministère de l’Agriculture a révélé que des négociations étaient déjà entamées avec la Zambie, le Mozambique et la Tanzanie pour expédier une partie de la production.

EN FAVEUR DES BIOCARBURANTS DANS LES TRANSPORTS

L’Éthiopie renforce sa stratégie

L’Éthiopie accélère sa transition énergétique. En octobre 2025, elle a lancé la construction de sa première raffinerie et a élargi l’interdiction d’importer les véhicules diesel et essence aux camions. Le ministère de l’Eau et de l’Énergie d’Éthiopie (MoWE) a annoncé l’instauration de mandats contraignants de mélange de biocarburants couvrant les carburants routiers (éthanol/essence, biodiesel/diesel) et d’aviation (SAF) d’ici à 2035. La mesure relayée lundi 3 novembre

2025 par la presse, s’appuie sur la stratégie nationale révisée des biocarburants élaborée en juin 2025 avec l’appui de la Roundtable on Sustainable Biomaterials (RSB), sous l’égide du ministère de l’Eau et de l’Énergie. Celle-ci vise à réduire la dépendance du pays aux importations d’hydrocarbures, à structurer une production locale et fixe des objectifs différenciés par filière (éthanol, biodiesel, SAF). Cette orientation implique la mobilisation de plusieurs centaines de millions de dollars d’investissements pour dévelop-

per les capacités industrielles locales. Selon l’étude « Fueling Africa’s Flight », publiée en juin 2025 par la Banque mondiale, la mise en œuvre de la stratégie nécessitera la création d’unités industrielles capables de convertir la mélasse et d’autres résidus agricoles en carburants liquides. Une installation alcool-vers-kérosène (ATJ) de 2 000 b/j représenterait un investissement de 376 millions USD, pour couvrir environ 6 % de la demande nationale de kérosène. Le même rapport identifie en outre des filières de valorisation des déchets muni-

cipaux en carburants liquides selon le procédé Fischer-Tropsch (MSW-FT), nécessitant environ 547 millions USD d’investissements pour une capacité comparable. En parallèle, le plan du ministère éthiopien prévoit la réhabilitation des distilleries d’éthanol liées aux sucreries publiques et la création de nouvelles installations. L’objectif est d’augmenter la production nationale d’éthanol carburant et de permettre des taux de mélange de 10 à 20 % dans l’essence utilisée pour le transport routier.

POINT-MARCHÉS

L’Europe ouvre dans le vert, regain d’optimisme autour du ”shutdown”

Les principales Bourses européennes sont dans le vert mardi en début de séance, aidées par le regain d'optimisme suscité par les perspectives d'une fin du "shutdown" américain dans les prochains jours.

À Paris, le CAC 40 gagne 0,42% à 8.089,26 points vers 08h07 GMT. À Francfort, le Dax avance de 0,10% et à Londres, le FTSE 100 prend 0,99%, soutenu par une livre sterling plus faible après la publication de données moroses sur l'emploi au Royaume-Uni. L'indice EuroStoxx 50 est en hausse de 0,42% et le FTSEurofirst 300 gagne 0,52%. Le Stoxx 600 avance quant à lui de 0,51% après avoir grimpé de 1,42% la veille, sa plus forte performance journalière depuis début mai. Une issue au "shutdown" américain, le plus long de l'histoire, se profile après le

feu vert du Sénat à un texte prévoyant le financement des opérations de l'administration fédérale jusqu'au 30 janvier prochain, une première étape pour mettre fin à des semaines d'impasse qui signifierait, entre autres, le retour des données officielles sur l'économie américaine. Les perspectives d'un déblocage budgétaire stimulent les marchés d'actions depuis lundi après la forte volatilité de la semaine dernière, le secteur technologique ayant été remis en question dans un contexte de valorisations élevées des entreprises liées à l'intelligence artificielle (IA).

Le volume des transactions pourrait toutefois être faible en raison du jour férié commémorant l'Armistice dans plusieurs pays européens, dont la France. Aux valeurs, Vodafone, qui a relevé ses prévisions de bénéfice et de flux de trésorerie pour l'ensemble de l'année, pro-

gresse de 4,88% dans les premiers échanges. Le réassureur Munich RE et K+S reculent en revanche de 2,68% et 4,13% après la publication de ses résultats trimestriels.

APRÈS UNE SEMAINE PLUS MOROSE
Les Bourses mondiales terminent en hausse

Les Bourses mondiales ont terminé en hausse lundi, après une semaine plus morose, les investisseurs retrouvant le goût pour le risque avec les espoirs de déblocage budgétaire aux Etats-Unis, après 40 jours de paralysie. En Europe, la Bourse de Paris a terminé en hausse de 1,32%, Francfort de 1,65%, Londres a gagné 1,08% et Milan a grimpé de 2,28% sur la séance. A Wall Street, le Dow Jones a gagné 0,81%, l'indice Nasdaq a progressé de 2,27% et l'indice élargi S&P 500 s'est octroyé 1,54%. Dimanche, un accord a été passé au Sénat entre la majorité républicaine et quelques démocrates modérés. L'adoption par la chambre haute d'un nouveau texte budgétaire est attendue tard lundi voire dans la nuit. Charge ensuite à la Chambre des représentants d'examiner la proposition et, en cas d'adoption, du président améri-

cain Donald Trump de la promulguer. Un déblocage permettra aux investisseurs d'avoir de nouveau accès aux données économiques officielles, qui manquaient jusqu'alors à l'appel. Grâce à ces indicateurs, ils pourront affiner leurs attentes quant au futur de la politique monétaire de la banque centrale américaine (Fed). Sur le marché obligataire américain, le rendement à échéance dix ans des emprunts de l'Etat se tendait légèrement à 4,12% vers 21H40 GMT par rapport à la clôture de vendredi, à 4,10%. La devise américaine grappillait 0,07% à la monnaie unique européenne, à 1,1558 dollar pour un euro. La semaine dernière, les valeurs de l'intelligence artificielle (IA) avaient montré des signes d'essoufflement, bridées par les inquiétudes autour de leurs valorisations faramineuses.

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر

BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVETURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 11 Novembre 2025

Valeur : 13 Novembre 2025

BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		130.3713	130.3863
1	EUR	EURO		150.6962	150.7396
1	GBP	POUND STERLING		171.1359	171.2005
100	JPY	JAPANESE YEN		84.5359	84.5731
1	CNY	CHINESE YUAN		18.3070	18.3093
1	CHF	SWISS FRANC		162.1735	162.2729
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		92.9166	92.9339
1	DKK	DANISH KRONE		20.1816	20.1865
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.7014	13.7058
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.8745	12.8788
1	AED	UAE DIRHAM		35.4935	35.4996
1	SAR	SAUDI RIYAL		34.7601	34.7660
1	KWD	KUWAITI DINAR		424.3857	424.5728
1	TND	TUNISIAN DINAR		43.9715	44.4134
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.0699	14.0715
1	LYD	LIBYAN DINAR		23.8308	23.9531
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.2650	3.2752
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		177.1292	177.1292

BOURSE ZURICH

Enchantée par la perspective d’une double détente

La Bourse suisse s'acheminait mardi vers une ouverture en fanfare, dopée par la perspective évoquée dans la presse d'une baisse prochaine des droits de douane punitifs appliqués depuis août aux importations helvétiques aux Etats-Unis. Les places mondiales saluaient pour leur part la perspective d'une issue à la paralysie budgétaire qui handicape depuis plus d'un mois la première économie mondiale. "Un tarif de 15% alignerait la Suisse sur le niveau appliqué à l'Union européenne et

serait perçu comme une victoire politique et économique à Berne," observe John Plassard, associé chez Cité Gestion. Le Sénat américain a adopté lundi un texte pour lever la paralysie budgétaire après plus de 40 jours de "shutdown". La proposition de loi doit encore être débattue et adoptée à partir de mercredi à la Chambre des représentants, avant d'attirer le cas échéant sur le bureau de Donald Trump pour une promulgation. "Il s'agirait d'une excellente nouvelle (...) car les investisseurs obtiendraient enfin le

flot de données économiques pour évaluer la santé de l'économie US," souligne Ipek Ozkardeskaya, chez Swissquote. A 08h10, le pré-SMI extrapolé par Julius Bär s'enrobait de 0,69% à 12'540,82 points, sur un front presque uni. Le géant de la souris Loigtech (-0,3%) constituait l'unique point rouge, handicapé par une dégradation à hold de la recommandation formulée par Vontobel pour son action. Richemont (+2,2%) occupait l'autre bout du classement de l'indice phare de la place zurichoise, tout comme Swatch

(porteur +2,2% également) au firmament des capitalisations de taille moyenne. Sur le marché élargi, l'opérateur de télécommunications Sunrise gagnait 2,0%, dans le sillage de résultats trimestriels moins déficitaires que redouté. Le spécialiste des accès sécurisés Dormakaba (-1,2%) fermait la marche, sans indication particulière. Entre deux, PSP Swiss Property gagnait 0,6%, porté par un généreux produit des revalorisations sur les neuf premiers mois de l'année.

BOURSE DE PARIS

Ouverture en hausse pour une séance au ralenti

La Bourse de Paris évolue en hausse mardi au début d'une séance aux échanges ralentis par le jour férié du 11 novembre. L'indice CAC 40 s'affiche en progrès de 0,74% vers 09H15 GMT. L'indice vedette de la Bourse de Paris a gagné 105,33 points lundi, soit une hausse de 1,32%, repassant la barre des 8.000 points à 8.055,51 points. L'appétit pour le risque est revenu lundi sur les marchés boursiers grâce aux espoirs de déblocage bud-

gétaire aux Etats-Unis après 40 jours de paralysie. Après plus d'un mois de "shutdown", un record, les Etats-Unis entrevoient désormais une issue prochaine à la paralysie budgétaire après un accord passé au Sénat entre la majorité républicaine et quelques démocrates modérés, qui font déjà fait face aux foudres de leur propre camp. Ce qui fait dire à John Plassard, responsable de la stratégie d'investissement chez Cité Gestion Private Bank, que "la prudence reste de

mise: un simple blocage parlementaire pourrait encore retarder la reprise des activités fédérales". Les Bourses asiatiques ont reflété ces doutes mardi, ayant commencé dans l'enthousiasme, avant que l'inquiétude ne gagne quant à la qualité des statistiques économiques américaines qui seront publiées après la levée du "shutdown". "Les pertes liées à l'interruption des dépenses publiques sont estimées à près de 18 milliards de dollars, un choc équivalent à 1,5 point de crois-

sance en moins sur le trimestre" aux Etats-Unis, a estimé John Plassard. En Asie, l'indice vedette Nikkei au Japon, qui évoluait en territoire positif en séance, a finalement cédé 0,14% en clôture. Mardi, au cours d'une séance qui devrait être calme, le jour de l'Armistice commémorant la fin de la Première guerre mondiale et avec un marché obligataire américain fermé, les investisseurs de la place parisienne se focalisent sur quelques indicateurs européens, dont l'emploi en Grande-

Bretagne et le baromètre mensuel de l'institut ZEW mesurant le moral des investisseurs. Le taux de chômage au Royaume Uni s'est inscrit à 5% le mois dernier, plus haut que prévu. Les analystes soulignent toutefois que ces données moroses augmentent les chances que la Banque d'Angleterre abaisse son taux d'intérêt, ce qui encourageait les investisseurs de la Bourse de Londres (+0,99% vers 09H15 GMT).

L'IA, LES PUCES ET LES NAVIRES

La priorités de la nouvelle première ministre japonaise pour relancer la croissance

La nouvelle Première ministre japonaise Sanae Takaichi souhaite relancer la croissance de la quatrième économie mondiale en investissant dans 17 secteurs clés, dont l'intelligence artificielle (IA), les semi-conducteurs et la construction navale, selon des documents gouvernementaux publiés mardi.

Cette stratégie de croissance, qui doit être finalisée en 2026, est élaborée parallèlement à un nouveau plan de relance économique attendu d'ici fin novembre, et qui pourrait dépasser les 10.000 milliards de yens (56 milliards d'euros) selon le quotidien économique Nikkei. Sanae Takaichi, conservatrice nommée en octobre à la tête d'un gouvernement minoritaire et cinquième personne à occuper la fonction de Premier ministre dans l'archipel en l'espace de 5 ans, a mis sur pied un «Conseil de stratégie pour la croissance du Japon», lequel a tenu sa première réunion lundi soir. Les documents publiés à l'issue de cette réunion listent des secteurs d'investissement prioritaires, parmi lesquels on trouve aussi la défense, les produits pharmaceutiques, les minerais critiques, l'aéronautique et l'espace, la cybersécurité, l'informatique quantique et la fusion nucléaire. «Je demande aux ministres concernés de travailler à l'obtention du budget supplémentaire nécessaire» pour réali-



ser ces investissements «et à la mise en oeuvre des mesures fiscales requises pour les éléments présentés ici», a déclaré Sanae Takaichi lors de la réunion, à laquelle participaient ministres et experts.

L'inflation se maintient

«Je vous demande également de commencer immédiatement ce qui peut l'être sans attendre la finalisation de ces mesures économiques», a-t-elle martelé. Lors d'une rencontre fin octobre, Sanae Takaichi et le président américain Donald Trump ont convenu de promou-

voir la coopération dans le secteur de la construction navale, tandis que celui des semi-conducteurs est jugé crucial pour la sécurité économique, enjeu sur lequel la nouvelle Première ministre a particulièrement insisté. Le plan de relance attendu prochainement - l'un des nombreux plans de soutien massifs à l'activité et à la consommation adoptés ces dernières années - devrait inclure des mesures pour atténuer l'impact de la hausse des prix sur les ménages. La colère suscitée par les pressions inflationnistes a largement contribué à la série de défaites électorales qui ont précipité la chute du prédécesseur de Sanae Takaichi, Shigeru Ishiba, après à peine un an au pouvoir. Or, l'inflation au Japon a encore accéléré en septembre après s'être modérée les mois précédents, tirée par le riz et surtout l'énergie. La croissance économique de l'archipel reste sans éclat: elle a connu une légère accélération de 0,3% de sa croissance au deuxième trimestre, après une performance atone sur les trois premiers mois de l'année.

ITALIE

La production industrielle en légère baisse en août

La production industrielle en Italie, deuxième puissance manufacturière d'Europe, est repartie à la baisse au mois d'août (-2,4% sur un mois) après deux mois de rebond, selon les estimations publiées vendredi par l'Institut national des statistiques (Istat). La baisse de la production "concerne tous les principaux

secteurs industriels" au mois d'août, précise l'Istat. Sur un an, la baisse est de 2,7% et concerne surtout l'énergie (-8,6% sur un an) et les biens de consommation (-2,3% sur un an). Les biens intermédiaires et les biens d'équipement résistent, ayant progressé de respectivement +0,2 et +0,7% sur un an.

Dans le détail, le secteur des produits pharmaceutiques de base est en nette hausse (+16,1% sur un an), ainsi que la fabrication de moyens de transport (+9,9%) et la production de coke et de produits pétroliers raffinés (+7,1%). La baisse la plus importante est observée dans le secteur de la fourniture d'énergie (-13,5% sur

un an). L'Italie a revu ses prévisions de croissance du produit intérieur brut (PIB) à la baisse début octobre, à 0,5% pour 2025, après avoir déjà connu une croissance moins bonne que prévu en 2024 (0,7%). Le gouvernement avait indiqué se baser "sur des estimations très prudentes".

ÉTATS-UNIS

Vers la fin du “shutdown” ?

Selon plusieurs médias, les sénateurs américains sont parvenus à s'entendre sur un accord provisoire pour mettre fin à la paralysie budgétaire qui dure depuis 40 jours aux États-Unis. Les sénateurs américains ont trouvé dimanche un accord provisoire en vue de mettre fin à la paralysie budgétaire qui bloque une partie des services publics depuis une durée record de 40 jours, selon plusieurs médias. Les élus républicains et démocrate se sont entendus pour un financement du gouvernement jusqu'en janvier, rapportent notamment CNN et Fox News. La mesure a rapidement fait l'objet d'un vote de procédure, visiblement avec l'appui d'un nombre suffisant de démocrates, pour transmettre le texte à la Chambre des représentants. Si les députés donnent eux

aussi leur feu vert, la proposition sera enfin soumise à Donald Trump pour signature. Cette avancée fait espérer un prochain retour à la normale, alors que le trafic aérien et le versement des aides sociales sont perturbés, et que des centaines de milliers de fonctionnaires sont au chômage technique ou travaillent sans être payés depuis le 1er octobre. "On dirait qu'on s'approche de la fin du shutdown", a estimé devant la presse le président Donald Trump, de retour à la Maison Blanche après avoir passé le week-end dans sa résidence floridienne de Mar-a-Lago. Selon des parlementaires, l'accord arraché au Sénat par les démocrates doit notamment permettre de renflouer le programme d'aide alimentaire qui soutient 42 millions d'Américains, et qui est suspendu en raison du blocage du budget. Il implique

aussi l'annulation du licenciement de milliers de fonctionnaires fédéraux par Donald Trump le mois dernier, et la tenue d'un vote sur l'extension des aides pour les soins de santé, qui doivent expirer à la fin de l'année. La proposition "protégera les fonctionnaires fédéraux contre les licenciements abusifs, réintègrera ceux qui ont été licenciés à tort pendant le 'shutdown', et garantira que les fonctionnaires fédéraux recevront leur salaire rétroactivement", a affirmé le sénateur démocrate Tim Kaine dans un communiqué. Le chef de la minorité démocrate au Sénat, Chuck Schumer a toutefois déploré que l'extension des aides à la santé fasse l'objet d'un vote et non d'une adoption directe. "Ce combat va et doit continuer", a-t-il lancé à la chambre haute.

CHINE

Croissance à 5,3%

La croissance économique s'est établie à 5,3% en g.a. au S1 et a ralenti à 4,8% au T3. Elle devrait atteindre la cible officielle de 5% sur l'ensemble de 2025. La demande intérieure bénéficie des mesures d'assouplissement monétaire et de relance budgétaire, mais elle est toujours freinée par la crise du secteur immobilier et par la faiblesse de la confiance du secteur privé. Le renforcement de la consommation privée est une priorité des autorités, mais les mesures de soutien restent modestes. L'activité du secteur manufacturier est soutenue par les exportations, dont la croissance est restée dynamique jusqu'en octobre en dépit des nouveaux droits de douane américains. Elle devrait cependant subir les effets de la montée du protectionnisme et du ralentissement de la demande mondiale au cours des prochains mois. Les pressions déflationnistes persistent. Elles pourraient se réduire légèrement sous l'effet des mesures «anti-involution» des autorités.

ZONE EURO

Espoir de reprise

L'accroissement en vue des dépenses militaires en Europe et le soutien budgétaire important en Allemagne redonneront un élan à la croissance de la zone euro en 2025 et en 2026. La bonne tenue du marché du travail et l'inflation modérée soutiendraient par ailleurs la consommation des ménages. Les marges de progression seront néanmoins limitées à court terme par les tensions commerciales persistantes avec les États-Unis et la Chine, les difficultés structurelles dans l'industrie, soulignées par les niveaux encore faibles, bien qu'en amélioration, des indices PMI, et l'incertitude pesant sur l'économie chinoise. L'inflation resterait stable autour de la cible de 2% et les risques équilibrés. À 2% actuellement sur le taux de la facilité de dépôt, le cycle de baisse des taux d'intérêt est clos selon nous.

FRANCE

Croissance presque nulle

La croissance a atteint 0,5% t/t au T3 2025 (après +0,3% t/t au T2), soutenue par un rebond de la production et des exportations aéronautiques et par celui de l'investissement des entreprises non-financières. La désinflation est désormais nette et se poursuit en 2025 (1% en moyenne contre 2,3% en 2024 selon l'indice harmonisé), ce qui n'a pour le moment pas engendré d'accélération de la croissance de la consommation des ménages. En 2025, la croissance aurait ralenti à 0,8%, en raison de l'incertitude politique et de son impact sur la confiance des ménages (contre 1,1% en 2024), mais accélérerait en 2026 (+1,2%), principalement en raison du rebond de la croissance allemande.

ROYAUME UNI

Leger renforcement des activités

L'activité se renforcerait légèrement en 2025, à hauteur de 1,3%, mais ralentirait en 2026 à 1,0% en raison d'acquis de croissance défavorable. Malgré les risques à la baisse sur le marché de l'emploi et les difficultés dans l'industrie, la croissance en rythme trimestriel retrouverait un rythme plus élevé et stable en 2026 (+0,3% t/t en moyenne) à la faveur de l'assouplissement monétaire. L'accroissement des investissements dans la défense au Royaume-Uni et en Europe soutiendra aussi le PIB, tandis que les risques à la baisse, liés aux tensions commerciales, sont atténués par l'accord avec les États-Unis. Le policy mix (combinaison des politiques budgétaire et monétaire) restera restrictif, compte tenu de la baisse très progressive des taux d'intérêt et de la mise en place de mesures budgétaires plus contraignantes. L'inflation devrait évoluer encore assez nettement au-dessus de la cible des 2% en 2025 et 2026, soutenue par la croissance des salaires et les tensions persistantes côté offre. Nous prévoyons que la BoE baissera une nouvelle fois ses taux directeurs en novembre, suivi d'une dernière baisse au T1 2026.

La refonte du RGPD par l’UE inquiète

La Commission européenne prépare une refonte majeure du règlement général sur la protection des données à caractère personnel. Les associations de défense de la vie privée s'inquiètent d'un potentiel affaiblissement du texte.

Le 19 novembre prochain, la Commission européenne compte modifier certains textes à travers un paquet de mesures nommées « Digital Omnibus ». La semaine dernière, le Financial Times évoquait un possible assouplissement des dispositions de l’IA Act. Selon l’association allemande Netzpolitik.org, les modifications de l’exécutif bruxellois ciblent aussi le RGPD (règlement général de protection des données) et pourrait redéfinir la manière dont les entreprises traitent les données personnelles.

Un assouplissement du consentement pour les cookies

Selon le texte consulté par l’association, la Commission supprimerait l’obligation pour les sites web d’obtenir un consentement explicite avant de déposer des cookies de suivi et autoriserait explicitement l’entraînement des IA sur des données personnelles lorsque cela est justifié par les « intérêts légitimes » des entreprises. Le projet introduirait l’article 88 bis dans le RGPD afin de couvrir le « traitement des données à caractère personnel sur et à partir d’équipements terminaux », transférant ainsi la réglementation relative aux cookies de la directive ePrivacy au RGPD lui-même. Actuellement, l’article 5, paragraphe 3, de la directive ePrivacy exige des sites web qu’ils obtiennent un consentement explicite avant de stocker ou d’accéder à des cookies non essentiels sur les terminaux des utilisateurs. Pour expliquer ce changement, la Commission a fait valoir que cette situation a engendré une insécurité juridique et des coûts de mise en conformité plus élevés en raison du chevauchement des pouvoirs de contrôle des autorités nationales. Selon la modification proposée, les sites web pourraient traiter les données collectées par le biais des cookies sur la base d’une liste restreinte de finalités à fai-

ble risque ou sur tout fondement juridique prévu par le RGPD, y compris l’intérêt légitime. Cela marquerait un tournant majeur, passant d’un suivi avec consentement explicite à un suivi avec consentement implicite avec une opposition a posteriori. « Si le consentement est nécessaire pour garantir le contrôle des personnes concernées, il ne constitue pas toujours le fondement juridique le plus approprié pour un traitement ultérieur », indique le projet.

Les associations vent debout

Les associations de défense de la vie privée estiment que l’institution européenne instrumentalisait « la lassitude face aux cookies » pour assouplir les normes de protection de la vie privée. « Le RGPD, la directive ePrivacy et la loi sur l’IA ne sont pas des obstacles à l’innovation ; ils constituent le fondement du modèle numérique européen centré sur l’humain », a écrit European Digital Rights (EDRi) dans un blog publié en octobre. « Pourtant, sous prétexte de cohérence, la Commission semble prête à affaiblir les protections offertes par ePrivacy. » Le projet de texte détaille également l’article 88b, qui obligerait les navigateurs et les systèmes d’exploitation à transmettre automatiquement les préférences de consentement des utilisateurs une fois les normes techniques définies, ce qui pourrait entraîner la disparition progressive des bannières de cookies actuellement en vigueur. Une exception est toutefois prévue pour les entreprises de médias. Les organes de presse pourraient continuer à exiger un consentement explicite, ce que la Commission justifie par la nécessité de protéger les « fondements économiques » du journalisme.

Le feu vert pour l’entraînement de l’IA

La proposition aborde directement l’une des questions les plus controversées du droit européen de la protection des données : la possibilité pour les entreprises d’entraîner des systèmes d’IA à l’aide de données personnelles. Le projet de règlement stipule que l’entraînement, les tests et la validation de l’IA peuvent être effectués sur la base de l’« intérêt légitime » du RGPD, à condition que les entreprises mettent en œuvre des garanties telles que la minimisation des données, la transparence et un droit d’opposition inconditionnel. « Le traitement des données personnelles à des fins d’entraînement de l’IA peut donc être effectué aux fins d’un intérêt légitime », indique le projet, ajoutant que les développeurs doivent s’assurer que l’entraînement est « bénéfique pour la personne concernée et pour la société dans son ensemble ». La Commission a cité la nécessité de détecter les biais et de garantir la précision des résultats des modèles comme exemples de finalités « bénéfiques ». Cependant, des juristes spécialisés dans la protection de la vie privée ont déclaré qu’invoquer l’intérêt légitime pour le traitement des données par l’IA pourrait ouvrir la voie à l’exploration massive de données sans consentement individuel, ce que le RGPD visait initialement à empêcher. Le projet de règlement introduirait également une exemption limitée pour les données sensibles qui apparaissent par inadvertance dans les ensembles de données d’IA. Si la suppression de ces données exigeait un « effort disproportionné », les entreprises pourraient les conserver en appliquant des mesures de protection empêchant leur utilisation ou leur divulgation. Pour Max Schrems, dirigeant de l’association Noyb, ces mesures sur l’IA donneraient ni plus, ni moins, « une carte blanche aux entreprises spécialisées dans l’IA (comme Google, Meta ou OpenAI) pour col-

lecter les données personnelles des Européens ».

Protection des données sensibles restreinte

Autre modification controversée, une proposition restreindrait la définition des données sensibles au sens de l’article 9 du RGPD. Une protection renforcée ne s’appliquerait que lorsque les informations révèlent directement des caractéristiques telles que l’origine ethnique, la religion ou la santé, excluant les données qui ne font qu’impliquer ces caractéristiques par analyse ou déduction. « Pour la plupart des types de données personnelles énumérés à l’article 9, paragraphe 1, il n’existe pas de risques significatifs lorsque les données ne sont pas intrinsèquement sensibles », indique le projet. Les critiques craignent que cela permette aux entreprises de déduire des caractéristiques protégées – telles que l’orientation sexuelle ou les opinions politiques – à partir de données apparemment neutres sans déclencher de protections juridiques plus strictes. L’Institut de droit européen a reconnu, dans ses observations du 14 octobre, que des mises à jour limitées du RGPD pourraient être nécessaires, mais a souligné que « les améliorations ne doivent pas se faire au détriment de la protection des droits fondamentaux ». Les modifications proposées pourraient bouleverser la gouvernance des données des entreprises en Europe. Les sociétés n’auraient plus besoin de systèmes de gestion du consentement pour la plupart des cookies de suivi, mais devraient conserver une documentation détaillée pour justifier le traitement au titre de l’« intérêt légitime ». Le Réseau européen des droits numériques a critiqué la consultation, la qualifiant d’« exclusion délibérée », avec des délais « extrêmement courts » et des évaluations de la réalité centrées « presque exclusivement sur les acteurs du secteur ».

Bisbilles sur le partage de la bande de fréquence 6 GHz en Europe

La WiFi Alliance et la Dynamic Spectrum Alliance s’élèvent contre une possibilité de blocage en Europe de la partie supérieure de la bande de fréquence 6 GHz aux seuls opérateurs télécoms pour leurs réseaux 5G et 6G. Une demande d’arbitrage a été sollicitée par la WiFi Alliance et la Dynamic Spectrum Alliance à la vice-présidente exécutive de la Commission européenne Henna Virkkunen de soutenir l’attribution de la bande supérieure 6 GHz (6425-7125 MHz) à une utilisation sans licence. Les signataires de cette lettre représentent une large coalition comprenant associations industrielles, fabricants d’équipements, fournisseurs d’accès à Internet, de puces, opérateurs d’accès à la fibre optique, services d’applications de contenus... Ces derniers sont bien décidés

à veiller à ce que le WiFi soit bien associé à la 5G ainsi qu’à la fibre optique et à la connectivité satellitaire pour « soutenir la décennie numérique européenne ». En clair, que ce type de connectivité ne finisse pas par se faire dépasser, en particulier par un réseau cellulaire dont les performances explosent depuis quelques années. L’été dernier dans le cadre de tests, Orange a annoncé être parvenu à atteindre des débits descendant allant jusqu’à 1,6 Gb/s pour une largeur de bande de 100 MHz avec une pointe théorique doublée en extrapolant à 200 Mhz.

Un point d’achoppement central

Le cœur du problème réside dans le fait que les dernières normes WiFi, telles que 6E et 7, sont capables d’utiliser les fréquences de toute la

bande 6 GHz pour offrir de meilleures performances. Mais les opérateurs mobiles lorgnent également cette bande pour leurs services réseau 5G et 6G. Or le groupe pour la politique en matière de spectre radioélectrique (Radio Spectrum Policy Group, RSPG) de la Commission européenne étudie actuellement les moyens de partager la bande supérieure de 6 GHz entre les technologies exemptées de licence, telles que le WiFi et les réseaux mobiles. La WiFi Alliance et la Dynamic Spectrum Alliance souhaitent qu’au moins 320 MHz de la bande supérieure de 6 GHz soient mis à disposition pour le WiFi. Pour l’heure, seule la partie inférieure de la bande est déjà exemptée de licence. « Bloquer l’accès WiFi à la bande supérieure de 6 GHz serait catastro-

phique pour l’avenir de la technologie WiFi en Europe », avancent les deux groupes dans leur lettre conjointe. « Ce spectre occupe une place unique pour soutenir l’évolution de l’écosystème WiFi et permettre la prochaine génération d’innovations numériques. Réserver ce spectre essentiel à des déploiements 6G hypothétiques qui pourraient ne jamais voir le jour, au détriment de la technologie WiFi 6 GHz avancée qui existe déjà et qui peut offrir des avantages tangibles en matière de connectivité aux consommateurs et aux entreprises européens, serait une grave erreur.

La position allemande favorable aux réseaux cellulaire

L’affaire semble loin d’être gagnée d’avance au regard de la position al-

lemande sur ce sujet. Un porte-parole du ministère fédéral allemand des Transports et des Infrastructures numériques a déclaré au journal Heise Online que les besoins en fréquences des opérateurs de réseaux mobiles dans la bande supérieure de 6 GHz sont jugés plus importants dans la perspective des futures applications 6G que ceux des applications WiFi. « Si cette position est adoptée lors de la prochaine réunion plénière du RSPG le 12 novembre, il manquera à son mandat qui consiste à étudier l’utilisation efficace sur une base partagée de la bande supérieure de 6 GHz par les technologies sans licence, telles que le WiFi, et les réseaux mobiles, tels que la 5G », préviennent les promoteurs du réseau sans-fil9.

Brèves

Une version d’Unix v4 retrouvée

Au cours d’un ménage dans une salle des archives de l’Université de l’Utah, un professeur a mis la main sur une bande magnétique contenant selon l’étiquette la version Unix v4 des Bell Labs, datant d’environ 1973. Apparemment, aucune autre copie de cette itération n’est connue. L’enseignant a déjà prévu de donner la bande au Computer

History Museum de Mountain View en Californie.

Le spyware Landfall cible Samsung

Unit 42 de Palo Alto Networks a découvert une campagne exploitant une vulnérabilité zero day dans la bibliothèque de traitement d’images des mobiles Samsung. Via cette faille, les cybercriminels déploient un logiciel espion

jusqu’alors inconnu nommé Landfall à travers des images malveillantes envoyées par WhatsApp. La campagne a été active depuis au moins juillet 2024 et a ciblé des Samsung Galaxy au Moyen-Orient. Référencée CVE-2025-21042, cette vulnérabilité zero-day permet une écriture hors limites dans le fichier libimagecodec.quram.so et présente un niveau de gravité critique. Elle a depuis été corrigée.

Windows 11 26H1 arrive

Microsoft a confirmé la sortie prochaine de Windows 11 26H1 et indiqué que cette version n’est pas une mise à jour de la 25H2 mais comprend uniquement des modifications de la plateforme visant à prendre en charge des puces spécifiques. En clair : elle sera seulement exécutable par certains processeurs lancés l’année prochaine. La firme de Redmond n’a pas précisé les puces en question mais il y a fort à parier que les dernières puces Snapdragon X2 Elite et Elite Extreme de Qualcomm et les SoC ARM N1X de Nvidia soient concernés.

MALGRÉ DEUX PROTOTYPES DONT UN CONÇU PAR PININFARINA Peugeot n'a jamais donné le feu vert à une 205 break. Voici pourquoi

Entre les 204 et 206 breaks, il y aurait logiquement dû avoir une 205 avec ce type de carrosserie. Pininfarina puis un duo Belge ont cogité le projet. Mais la direction de Peugeot de l'époque a mis son veto. Découvrez ci-dessous pourquoi.



Bien avant la mode des SUV urbains, caractérisés dans la gamme Peugeot par deux générations de 2008 apparues successivement en 2013 puis en 2019, la mode était aux petits breaks. Une tradition née en 1966 avec la Peugeot 204 et qui a perduré jusqu'en 2012 sur la Peugeot 207 SW. Pourtant, il y a bel et bien eu un trou dans la raquette, entre la 204 break qui quitta le catalogue en 1976 et la 206 SW qui pris la relève en 2003, il n'y eut jamais de Peugeot 205 break. Pour le sacré numéro, la marque au lion a eu d'autres projets, notamment ceux de la Peugeot 205 F, la fourgonnette alter ego de la Citroën C15 mais aussi un utilitaire de poche, la Peugeot 205 Multi conçu par le carrossier Durisotti. Cependant, des carrossiers indépendants ont planché sur une Peugeot 205 break.

Peugeot 205 Verve : une variante break cogitée par Pininfarina

Dès le salon de Turin 1984, quelques mois après le lancement de la Peugeot 205 ber-

line (en trois comme en 5 portes), l'italien Pininfarina présente la 205 Verve. La proposition ne manquait pas d'audace au niveau du style, comme on pouvait s'y attendre de la part du carrossier turinois. La silhouette du petit break était caractérisée par un toit flottant très original. Un effet spectaculaire obtenu au moyen de montants arrière peints en noirs donne à la partie postérieure du toit l'apparence d'une d'étagère en surplomb se terminant par un hayon étonnamment large. Afin de limiter les coûts de production, les portes arrière restaient celles de la Peugeot 205 à 5 portes, tandis que la reprise des jantes en alliage de la 205 GT dynamisait l'ensemble.

L'idée était intéressante, les lignes harmonieuses et fonctionnelles, et la Peugeot 205 berline connut un franc succès, laissant présager que le public apprécierait cette déclinaison encore plus polyvalente et surtout légitime puisqu'elle aurait pris la relève de la 204.

Pourtant, Peugeot n'approuva pas le projet et ne lança pas la production d'un

break 205. Une stratégie justifiée par la présence dans la gamme de la 309, qui rappelle le reprenait la cellule centrale de la 205 en offrant une proposition plus spacieuse et plus familiale de la 205. La 309 fut une sorte d'épine dans le pied pour Peugeot, puisqu'à l'origine elle devait être la Talbot Arizona remplaçant la Talbot Horizon.

La disparition de la marque Talbot, imposa au lion de rapatrier comme il put, la 309 (elle reste d'ailleurs à ce jour l'unique modèle dont le nom se termine par un 9) dans sa gamme. Depuis, le prototype Verve, probablement détruit, n'a plus jamais été revu ; seules quelques images subsistent.

Peugeot 205 Nepala : la variante break belge

En 1987, en Belgique, le carrossier Jean Pirard et le designer Benoît Contreau décidèrent de se lancer dans la production artisanale d'un petit break, à partir de berlines Peugeot 205 neuves auxquelles ils supprimèrent le hayon et installèrent une

extension en fibre de verre sur le porte-à-faux arrière. Une structure au design complexe et à la construction alambiquée qui n'avait nullement l'élégance de la proposition de Pininfarina. D'autant que le vitrage panoramique implanté au niveau du coffre n'avait guère d'intérêt. Au contraire, à cet endroit, il vaut mieux dissimuler le chargement. En tout cas, le manque d'homogénéité de cette extension fut l'une des principales causes de l'échec du projet. Malgré des prévisions optimistes, la Peugeot 205 Break Nepala, c'était un nom de baptême prémonitoire ne fut produite qu'à seulement deux exemplaires, chacun 30 cm plus long que le modèle 5 portes.

Le premier, utilisé comme maquette puis comme prototype roulant, fut démantelé, tandis que le second existe toujours et est en état de marche. Il resta la propriété de Jean Pirard jusqu'à son décès, après quoi il fut heureusement récupéré par le président du club Peugeot 205 et 309 de Tricht, aux Pays-Bas, où il se trouve encore aujourd'hui.

Google Maps propose une nouvelle fonction inédite

Google Maps intègre pour la première fois un système de guidage de voie en temps réel, grâce à l'IA et la caméra frontale des véhicules équipés d'Android Automotive. Lancé sur la Polestar 4, ce système détecte automatiquement les voies et panneaux, aide le conducteur à anticiper ses changements de voie via des signaux visuels et sonores et minimise les erreurs de guidage sur routes complexes. Google Maps, la plateforme de navigation la plus utilisée au

monde avec plus de 2 milliards d'utilisateurs mensuels, propose une fonction inédite en intégrant la visualisation des voies en temps réel via la navigation sur l'écran conducteur. Cette fonction, destinée aux véhicules équipés d'Android Automotive s'intègre dans un premier temps dans la Polestar 4.

Google Maps avec visualisation des voies, une fonction dopée à l'IA

Cette technologie repose sur un dé-

veloppement d'intelligence artificielle qui analyse en temps réel les images captées par la caméra frontale du véhicule. En scrutant les marquages au sol, les panneaux de signalisation et la configuration des voies sur autoroute ou routes complexes, elle détermine quelle voie le conducteur occupe et quelle voie il doit emprunter pour son itinéraire. Cette analyse est ensuite fusionnée avec les données de navigation de Google Maps pour fournir des indications plus précises et mieux anticiper les change-

ments de voies. L'avantage principal est censé être la réduction du stress et des erreurs courantes sur des routes inconnues, comme manquer une sortie ou effectuer un changement de voie trop tardif. Le système met en exergue la voie recommandée par un surlignage bleu et prévient le conducteur en émettant des signaux visuels et sonores pour l'encourager à se décaler à temps et éviter ainsi les manœuvres brusques. Cette fonctionnalité est accessible directement via l'instru-

mentation de bord et intégrée à l'habillage d'Android Automotive. Démarrée sur la Polestar 4, qui a été la première voiture à embarquer Google Android Automotive en 2020, Google Maps avec visualisation des voies en direct, sera mis à jour par voie logicielle dans les prochains mois sur les marchés américains et suédois en priorité. Google annonce une extension prochaine à d'autres modèles et terrains routiers en collaboration avec d'autres constructeurs automobiles partenaires.

Mots fléchés

REMISE EN JEU		PETITE QUANTITÉ JOUR DE CONGÉ		JOUE EN LIGUE 1 ISOLÉ		PREMIER DE LIGUE		PSYCHANA- LYSTE		LANCEUR DE TUBES PETIT SAINT		DANS LES GRADINS MOI	
						FAUTE DE JEU GRAND NUMÉRO							
VIEUX DO FAITS ET GESTES			BOISSON ÉPOQUE					POUR LIER ENFON- CENT LES PORTES			GRAND PRIX GERMAIN		
					VANITEUX SATISFERAI					SIGNAL SONORE CONIFÈRE			
PROCHES PARENTS		RENOVÉ STADE FRANÇAIS										NATU- RELLES	
						PASSE AVANT NOUS			DÉCAMPER RÉCALCI- TRAIT				
POSTE DE JEU	ARRIÉRÉ		BLANCHIS- SERIE ARCHIVES DE LA TÉLÉ							EXPLOSIF OISEAUX MARINS			
						CELLULE GRISE							
TALENT N°10 FRANÇAIS				CARTE À PUCE CAPRICE ENFANTIN			STRIER MOUSSEUX ITALIEN						
						CONTINENT LASSITUDE					CACHÉ		GRAVÉ
MÉTAL CURIEUSE			UNITÉS DE SURFACE GRANDE FÊTE					ETHNIE DU RWANDA 11 JOUEURS					
									APPRIIS			RENDRE HOMMAGE	
ÉQUIPE DE FRANCE	MÉGA- OCTET DIVISION			INJUSTE CONDITION PHYSIQUE							SCANDIUM AU LABO MAUVAIS GESTE		
					ÎLE BRETONNE		GARÇONS D'ÉCURIE		VEDETTE DÉMONS- TRATIF				
REPTILE		HERBE AROMA- TIQUE ABÎMÉ								PAPIER D'EMBAL- LAGE PLAISANTE			
						ESQUISSES FAMILIER POUR ÉDOUARD							
COUTUMES JOURS DE MATCHES			PAS TRÈS CHAUD						PETITE ÎLE				
								VOLUME DE BOIS					

ACCIDENTS DE LA ROUTE

45 morts et 1558 blessés en une semaine

Quarante cinq (45) personnes sont décédées et 1558 autres ont été blessées dans 1305 accidents de la circulation, survenus entre le 2 et le 8 novembre courant, à travers le territoire national, indique mardi, un bilan hebdomadaire de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de M'Sila, avec (05) morts et 63 blessés, suite à 44 accidents de la route, précise la même source. Par ailleurs, les éléments de la Protection civile ont effectué 1087 interventions pour l'extinction de 744 incendies, notamment urbains et industriels, dont les plus importants ont été enregistrés dans les wilayas d'Alger (90 incendies), Tizi-Ouzou (65) et Blida (57).



PÉTROLE

Le Brent à plus de 64,3 dollars

Les prix du pétrole étaient en très légère hausse mardi dans l'attente de plusieurs publications dans la semaine sur l'état du marché. Le baril du Brent de la mer du Nord gagnait 0,45% à 64,35 dollars et celui du WTI nord-américain 0,40% à 60,37 dollars (vers 10H00 GMT). Les opérateurs s'accrochent à l'espoir que les parlementaires américains mettent fin à la paralysie budgétaire en cours depuis 40 jours, une nouvelle perçue comme positive pour la demande en brut. Le Sénat américain a adopté lundi un texte qui, une fois approuvé par la Chambre des représentants, permettrait de débloquent la situation, car depuis le début du blocage le 1er octobre, plus d'un million de fonctionnaires ne sont pas payés et le versement de certaines aides est fortement perturbé. Les investisseurs restent par ailleurs dans l'attente cette semaine de la publication de plusieurs rapports, dont le très attendu World Energy Outlook de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) et le rapport mensuel de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), qui doivent apporter de la clarté sur l'état du marché.

MONNAIE

Le dollar hésite face à la perspective d'un déblocage budgétaire aux Etats-Unis

Le dollar restait hésitant mardi, dans l'expectative face à la perspective d'un déblocage budgétaire aux Etats-Unis, après plus de 40 jours de paralysie. Vers 10H30 GMT, la devise américaine reculait de 0,13% face à la monnaie unique européenne, à 1,1573 dollar pour un euro. Le Sénat américain a adopté lundi un texte qui, une fois approuvé par la Chambre des représentants, pourrait mettre fin au "shutdown" qui paralyse une partie des services publics et a notamment privé les marchés de statistiques économiques cruciales. Les investisseurs se montraient plus prudents face au risque et concentraient leur attention sur les données économiques attendues après la fin de la fermeture du gouvernement américain. Le billet vert a en effet bénéficié de l'absence de données économiques américaines, qui incitait la Réserve fédérale (Fed) à patienter sur ses taux, selon les analystes expliquant que ce soutien est désormais susceptible de disparaître et que la probabilité d'une nouvelle réduction rapide des taux d'intérêt par la Fed a maintenant augmenté.

CLIMATISATION

La demande pourrait plus que tripler d'ici 2050

La demande en climatisation pourrait plus que tripler d'ici 2050, selon une étude publiée par le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), qui met en garde contre les conséquences de cette augmentation, notamment en ce qui concerne les émissions de gaz à effet de serre liées à la climatisation. L'étude

"Global Cooling Watch 2025", publiée lundi par le PNUE en marge de la COP30 à Belém, au Brésil, soutient que cette augmentation "serait due à la croissance démographique et à l'accroissement des richesses, à la multiplication des épisodes de chaleur extrême et à l'accès croissant des ménages à faibles revenus à des systèmes de re-

froidissement plus polluants et moins performants". En conséquence, les émissions de gaz à effet de serre liées à la climatisation "doubleraient presque (en 2050) par rapport aux niveaux de 2022, atteignant environ 7,2 milliards de tonnes d'équivalent CO2 d'ici 2050", prévoit le PNUE.

COP30 AU BRÉSIL

Les populations au cœur de l'action climatique

L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) attire l'attention des dirigeants mondiaux sur les millions de personnes qui vivent déjà avec les inondations, les sécheresses et les catastrophes au quotidien, soulignant que les populations méritent de pouvoir se mettre en sécurité, de se relever et de planifier leur avenir, lorsque les lieux de vie et les moyens de subsistance sont menacés. "Chaque communauté doit avoir la possibilité de s'adapter et d'imaginer un avenir plus sûr, mais dans de nombreux cas, les conséquences sont déjà trop graves", a déclaré la Directrice générale adjointe de l'OIM chargée des opérations, Ugochi Daniels, qui représentera l'Organisation, lors du segment de haut niveau de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), selon un communiqué de l'OIM, publié lundi.

"Lorsqu'il devient impossible de rester, les populations doivent pouvoir se déplacer en toute sécurité et dans la dignité. C'est ce à quoi nous travaillons: trouver des solutions pratiques qui protègent des vies et renforcent les communautés", a-t-elle assuré. Les dirigeants mondiaux se réunissent au cœur de l'Amazonie pour la 30e Conférence de l'ONU sur les changements climatiques (COP30), qui se tient à Belém au Brésil du 10 au 21 novembre. Organisée par le gouvernement brésilien, la COP30 est le premier sommet sur le climat à se tenir en Amazonie. Elle met en avant le rôle moteur des peuples autochtones et des communautés locales les plus touchés par le changement climatique. L'OIM insiste sur le fait que les décisions prises à Belém doivent protéger les droits des populations et renforcer leur capacité à se

relever et à s'adapter. Rien qu'en 2024, les catastrophes ont provoqué 45 millions de déplacements internes et des pertes estimées à 240 milliards de dollars. Parmi les principaux résultats attendus de la COP30, figure l'adoption de l'objectif mondial en matière d'adaptation, qui fixera des cibles claires pour protéger les communautés grâce à des systèmes d'alerte précoce, à des moyens de subsistance plus solides et à des logements plus sûrs, tous essentiels pour réduire les déplacements liés au climat. Les décisions prises à Belém auront une incidence sur la vie des populations pendant de nombreuses années. C'est pourquoi l'OIM s'engage à la COP30 avec un objectif: veiller à ce que les personnes en première ligne de la crise climatique ne soient pas laissées pour compte, précise le communiqué.

Publicité

MOTOREST
matériel agricole

5 ÈME
ÉDITION

ÉVÈNEMENT
LA MÉCANISATION ET
L'INTÉGRATION DES NOUVELLES
TECHNOLOGIES DANS LES
CULTURES STRATÉGIQUES AU SUD

À l'occasion de la 5^e édition de notre rencontre
annuelle.
Nous vous invitons à participer à une rencontre avec
des experts du domaine agricole.

DU 27 AU 29 NOVEMBRE 2025
ADRAR - ALGÉRIE

SOYEZ AU
RENDEZ VOUS !